

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2009 — 2587

[C — 2009/15083]

13 MAI 2009. — Loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

— Convention relative aux droits des personnes handicapées,
— Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptés à New York le 13 décembre 2006 (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée à New York le 13 décembre 2006, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adopté à New York le 13 décembre 2006, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,
Mme J. MILQUET

La Ministre de l'Intégration sociale et des Pensions,
Mme M. ARENA

Le Ministre de la Coopération au Développement,
Ch. MICHEL

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPPE

La Secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées,
Mme J. FERNANDEZ-FERNANDEZ

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Pauvreté,
J.-M. DELIZEE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Notes

(1) *Session 2008-2009.*

Sénat :

Documents. — Projet de loi déposé le 16 décembre 2008, n° 4-1069/1. — Amendements, n° 4-1069/2. — Rapport, n° 4-1069/3. — Texte adopté par la commission, n° 4-1069/4.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 22 janvier 2009. — Vote, séance du 22 janvier 2009.

Chambre des représentants :

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 52-1752/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 52-1752/2.

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 19 février 2009. — Vote, séance du 19 février 2009.

(2) Voir Décret de la Communauté flamande du 8 mai 2009 (*Moniteur belge* du X); Décret de la Communauté française du 26 mars 2009 (*Moniteur belge* du 27 mai 2009), Décret de la Communauté germanophone du 11 mai 2009 (*Moniteur belge* du 9 juillet 2009), Décret de la

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2009 — 2587

[C — 2009/15083]

13 MEI 2009. — Wet houdende instemming met volgende Internationale Akten :

— Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap,
— Facultatief Protocol bij het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, aangenomen te New York op 13 december 2006 (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, aangenomen te New York op 13 december 2006, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. Het Facultatief Protocol bij het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap, aangenomen te New York op 13 december 2006, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Maatschappelijke Integratie en Pensioenen,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
Ch. MICHEL

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE.

De Staatssecretaris voor Personen met een handicap,
Mevr. J. FERNANDEZ-FERNANDEZ

De Staatssecretaris voor Armoedebestrijding,
J.-M. DELIZEE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota's

(1) *Zitting 2008-2009.*

Senaat :

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 16 december 2008, nr. 4-1069/1. — Amendementen, nr. 4-1069/2. — Verslag, nr. 4-1069/3. Tekst aangenomen door de commissie, nr. 4-1069/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 22 januari 2009. — Stemming, vergadering van 22 januari 2009.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Document. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 52-1752/1. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 52/1752/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 19 februari 2009. — Stemming, vergadering van 19 februari 2009.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 8 mei 2009 (*Belgisch Staatsblad* van X), Decreet van de Franse Gemeenschap van 26 maart 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 27 mei 2009), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 11 mei 2009 (*Belgisch Staatsblad* van

Région wallonne du 30 avril 2009 (*Moniteur belge* du 28 mai 2009), Décret de la Région wallonne du 30 avril 2009 (*Moniteur belge* du 27 mai 2009) Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mars 2009 (*Moniteur belge* du 16 avril 2009), Ordonnance de la Commission communautaire commune du 14 mai 2009 (*Moniteur belge* du 22 mai 2009), Décret de la Commission communautaire française du 15 janvier 2009 (*Moniteur belge* du 13 février 2009 (Ed. 2))

Convention relative aux droits des personnes handicapées

Préambule

Les Etats Parties à la présente Convention,

a) Rappelant les principes proclamés dans la Charte des Nations unies selon lesquels la reconnaissance de la dignité et de la valeur inhérentes à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde;

b) Reconnaissant que les Nations unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont proclamé et sont convenues que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui y sont énoncés, sans distinction aucune;

c) Réaffirmant le caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et la nécessité d'en garantir la pleine jouissance aux personnes handicapées sans discrimination;

d) Rappelant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille;

e) Reconnaissant que la notion de handicap évolue et que le handicap résulte de l'interaction entre des personnes présentant des incapacités et les barrières comportementales et environnementales qui font obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres;

f) Reconnaissant l'importance des principes et lignes directrices contenus dans le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et dans les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés et leur influence sur la promotion, l'élaboration et l'évaluation aux niveaux national, régional et international des politiques, plans, programmes et mesures visant la poursuite de l'égalisation des chances des personnes handicapées;

g) Soulignant qu'il importe d'intégrer la condition des personnes handicapées dans les stratégies pertinentes de développement durable;

h) Reconnaissant également que toute discrimination fondée sur le handicap est une négation de la dignité et de la valeur inhérentes à la personne humaine;

i) Reconnaissant en outre la diversité des personnes handicapées;

j) Reconnaissant la nécessité de promouvoir et protéger les droits de l'homme de toutes les personnes handicapées, y compris de celles qui nécessitent un accompagnement plus poussé;

k) Préoccupés par le fait qu'en dépit de ces divers instruments et engagements, les personnes handicapées continuent d'être confrontées à des obstacles à leur participation à la société en tant que membres égaux de celle-ci et de faire l'objet de violations des droits de l'homme dans toutes les parties du monde;

l) Reconnaissant l'importance de la coopération internationale pour l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement;

m) Appréciant les utiles contributions actuelles et potentielles des personnes handicapées au bien-être général et à la diversité de leurs communautés et sachant que la promotion de la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales par ces personnes ainsi

9 juli 2009), Decreet van het Waalse Gewest van 30 april 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 28 mei 2009), Decreet van het Waalse Gewest van 30 april 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 27 mei 2009), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 26 maart 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 16 april 2009), Ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 mei 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 22 mei 2009), Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 januari 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 13 februari 2009 (Ed. 2))

VERTALING

Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap

Preambule

De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag,

a) Indachtig de beginselen vastgelegd in het Handvest van de Verenigde Naties, waarin de inherente waardigheid en waarde en de gelijke en onvervreembare rechten van alle leden van de mensheid worden erkend als de grondvesten van vrijheid, gerechtigheid en vrede in de wereld;

b) Erkennend dat de Verenigde Naties in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de internationale mensenrechtenverdragen hebben verklaard en zijn overeengekomen dat eenieder aanspraak heeft op alle daarin genoemde rechten en vrijheden, zonder enig onderscheid van welke aard dan ook;

c) Opnieuw het universele en ondeelbare karakter bevestigend van, alsmede de onderlinge afhankelijkheid en de nauwe samenhang tussen alle mensenrechten en fundamentele vrijheden, en de noodzaak dat personen met een handicap gearandeerd wordt dat zij deze ten volle en zonder discriminatie kunnen uitoefenen;

d) In herinnering brengend het Internationaal Verdrag inzake Economische, Sociale en Culturele Rechten, het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten, het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie, het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing, het Verdrag inzake de rechten van het kind en het Internationaal Verdrag inzake de bescherming van de rechten van alle migrerende werknemers en hun gezinsleden;

e) Erkennend dat het begrip handicap aan verandering onderhevig is en voortvloeit uit de wisselwerking tussen personen met functiebeperkingen en sociale en fysieke drempels die hen belet ten volle, daadwerkelijk en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in de samenleving;

f) Het belang erkennend van de beginselen en beleidsrichtlijnen, vervat in het Wereldactieplan met betrekking tot personen met een handicap en in de Standaardregels voor het bevorderen van gelijke kansen voor personen met een handicap bij het beïnvloeden van de bevordering, formulering en beoordeling van het beleid, de plannen, programma's en maatregelen op nationaal, regionaal en internationaal niveau teneinde gelijke kansen voor personen met een handicap verder te bevorderen;

g) Het belang benadrukkend van de integratie van aan handicap gerelateerde vraagstukken in het beleid als integraal onderdeel van de relevante strategieën voor duurzame ontwikkeling;

h) Tevens erkennend dat discriminatie van iedere persoon op grond van handicap een schending vormt van de inherente waardigheid en waarde van de mens;

i) Zich voorts rekenschap gevend van de diversiteit van personen met een handicap;

j) De noodzaak erkennend de mensenrechten van alle personen met een handicap, met inbegrip van hen die intensievere ondersteuning behoeven, te bevorderen en beschermen;

k) Bezorgd over het feit dat personen met een handicap ondanks deze uiteenlopende instrumenten en initiatieven overal ter wereld nog steeds geconfronteerd worden met obstakels die hun participatie in de samenleving als gelijkwaardige leden belemmeren, alsmede met schendingen van hun mensenrechten;

l) Het belang onderkennend van internationale samenwerking ter verbetering van de levensomstandigheden van personen met een handicap in alle landen, in het bijzonder in ontwikkelingslanden;

m) De gewaardeerde bestaande en potentiële bijdragen erkennend van personen met een handicap aan het algemeen welzijn en de diversiteit van hun gemeenschappen, en onderkennend dat bevordering van het volledige genot van de mensenrechten en fundamentele

que celle de leur pleine participation renforceront leur sentiment d'appartenance et feront notablement progresser le développement humain, social et économique de leurs sociétés et l'élimination de la pauvreté;

n) Reconnaissant l'importance pour les personnes handicapées de leur autonomie et de leur indépendance individuelles, y compris la liberté de faire leurs propres choix;

o) Estimant que les personnes handicapées devraient avoir la possibilité de participer activement aux processus de prise de décisions concernant les politiques et programmes, en particulier ceux qui les concernent directement;

p) Préoccupés par les difficultés que rencontrent les personnes handicapées, qui sont exposées à des formes multiples ou aggravées de discrimination fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale, ethnique, autochtone ou sociale, la fortune, la naissance, l'âge ou toute autre situation;

q) Reconnaissant que les femmes et les filles handicapées courent souvent, dans leur famille comme à l'extérieur, des risques plus élevés de violence, d'atteinte à l'intégrité physique, d'abus, de délaissement ou de défaut de soins, de maltraitance ou d'exploitation;

r) Reconnaissant que les enfants handicapés doivent jouir pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, et rappelant les obligations qu'ont contractées à cette fin les Etats Parties à la Convention relative aux droits de l'enfant;

s) Soulignant la nécessité d'intégrer le principe de l'égalité des sexes dans tous les efforts visant à promouvoir la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales par les personnes handicapées;

t) Insistant sur le fait que la majorité des personnes handicapées vivent dans la pauvreté et reconnaissant à cet égard qu'il importe au plus haut point de s'attaquer aux effets pernicieux de la pauvreté sur les personnes handicapées;

u) Conscients qu'une protection véritable des personnes handicapées suppose des conditions de paix et de sécurité fondées sur une pleine adhésion aux buts et principes de la Charte des Nations unies et sur le respect des instruments des droits de l'homme applicables, en particulier en cas de conflit armé ou d'occupation étrangère;

v) Reconnaissant qu'il importe que les personnes handicapées aient pleinement accès aux équipements physiques, sociaux, économiques et culturels, à la santé et à l'éducation ainsi qu'à l'information et à la communication pour jouir pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales;

w) Conscients que l'individu, étant donné ses obligations envers les autres individus et la société à laquelle il appartient, est tenu de faire son possible pour promouvoir et respecter les droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'homme;

x) Convaincus que la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat et que les personnes handicapées et les membres de leur famille devraient recevoir la protection et l'aide nécessaires pour que les familles puissent contribuer à la pleine et égale jouissance de leurs droits par les personnes handicapées;

y) Convaincus qu'une convention internationale globale et intégrée pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées contribuera de façon significative à remédier au profond désavantage social que connaissent les personnes handicapées et qu'elle favorisera leur participation, sur la base de l'égalité des chances, à tous les domaines de la vie civile, politique, économique, sociale et culturelle, dans les pays développés comme dans les pays en développement,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

La présente Convention a pour objet de promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque.

vrijheden en de volwaardige participatie door personen met een handicap ertoe zal leiden dat zij sterker gaan beseffen dat zij erbij horen en zal resulteren in wezenlijke vorderingen in de humane, sociale en economische ontwikkeling van de maatschappij en de uitbanning van armoede;

n) Het belang voor personen met een handicap erkennend van individuele autonomie en onafhankelijkheid, met inbegrip van de vrijheid hun eigen keuzes te maken;

o) Overwegend dat personen met een handicap in de gelegenheid moeten worden gesteld actief betrokken te zijn bij de besluitvormingsprocessen over beleid en programma's, met inbegrip van degenen die hen direct betreffen;

p) Bezorgd over de moeilijke situaties waarmee personen met een handicap worden geconfronteerd die het slachtoffer zijn van meervoudige en/of zeer ernstige vormen van discriminatie op grond van hun ras, huidskleur, geslacht, taal, religie, politieke of andere mening, nationale, etnische of sociale herkomst, vermogen, geboorte, leeftijd of andere status;

q) Erkennend dat het risico het slachtoffer te worden van geweld, verwoording of misbruik, verwaarlozing, nalatige behandeling, mishandeling of uitbuiting voor vrouwen en meisjes met een handicap, zowel binnens- als buitenshuis, vaak groter is;

r) Erkennend dat kinderen met een handicap op voet van gelijkheid met andere kinderen alle mensenrechten en fundamentele vrijheden ten volle moeten kunnen genieten, daarbij in herinnering roepend de toezeggingen die de Staten die Partij zijn bij het Verdrag inzake de rechten van het kind in dat verband hebben gedaan;

s) De noodzaak benadrukkend dat bij alle pogingen om het volledige genot van de mensenrechten en fundamentele vrijheden door personen met een handicap te bevorderen rekening dient te worden gehouden met het genderperspectief;

t) Met nadruk wijzend op het feit dat de meerderheid van personen met een handicap in armoedige omstandigheden leeft en in dit verband erkennend dat het zeer noodzakelijk is dat de negatieve gevolgen van armoede voor personen met een handicap worden aangepakt;

u) Indachtig het feit dat vreedzame en veilige omstandigheden op basis van eerbiediging van alle doelstellingen en beginselen vervat in het Handvest van de Verenigde Naties en naleving van de van toepassing zijnde mensenrechteninstrumenten onontbeerlijk zijn voor de volledige bescherming van personen met een handicap, in het bijzonder tijdens gewapende conflicten en buitenlandse bezetting;

v) De noodzaak erkennend van een toegankelijke fysieke, sociale, economische en culturele omgeving, de toegang tot gezondheidszorg, onderwijs en tot informatie en communicatie, teneinde personen met een handicap in staat te stellen alle mensenrechten en fundamentele vrijheden ten volle te genieten;

w) Beseffend dat mensen, die verantwoordelijkheid dragen tegenover hun medemensen en de gemeenschap waartoe zij behoren, verplicht zijn te streven naar de bevordering en eerbiediging van de rechten die erkend worden in het Internationaal Statuut van de Rechten van Mens;

x) Ervan overtuigd dat het gezin de natuurlijke hoeksteen van de samenleving vormt en recht heeft op bescherming door de samenleving en de Staat en dat personen met een handicap en hun gezinsleden de nodige bescherming en ondersteuning dienen te ontvangen, teneinde hun gezinnen in staat te stellen bij te dragen aan het volledige genot van de rechten van personen met een handicap en wel op voet van gelijkheid met anderen;

y) Ervan overtuigd dat een allesomvattend en integraal internationaal verdrag om de rechten en waardigheid van personen met een handicap te bevorderen en te beschermen, een wezenlijke bijdrage zal vormen aan het aanpakken van de grote sociale achterstand van personen met een handicap en hun participatie in het burgerlijke, politieke, economische, sociale en culturele leven met gelijke kansen, in zowel ontwikkelde landen, als ontwikkelingslanden zal bevorderen,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Doelstelling

Doel van dit Verdrag is het volledige genot door alle personen met een handicap van alle mensenrechten en fundamentele vrijheden op voet van gelijkheid te bevorderen, beschermen en waarborgen, en ook de eerbiediging van hun inherente waardigheid te bevorderen.

Par personnes handicapées on entend des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

On entend par « communication », entre autres, les langues, l'affichage de texte, le braille, la communication tactile, les gros caractères, les supports multimédias accessibles ainsi que les modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative à base de supports écrits, supports audio, langue simplifiée et lecteur humain, y compris les technologies de l'information et de la communication accessibles;

On entend par « langue », entre autres, les langues parlées et les langues des signes et autres formes de langue non parlée;

On entend par « discrimination fondée sur le handicap » toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le handicap qui a pour objet ou pour effet de compromettre ou réduire à néant la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel, civil ou autres. La discrimination fondée sur le handicap comprend toutes les formes de discrimination, y compris le refus d'aménagement raisonnable;

On entend par « aménagement raisonnable » les modifications et ajustements nécessaires et appropriés n'imposant pas de charge disproportionnée ou indue apportés, en fonction des besoins dans une situation donnée, pour assurer aux personnes handicapées la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales;

On entend par « conception universelle » la conception de produits, d'équipements, de programmes et de services qui puissent être utilisés par tous, dans toute la mesure possible, sans nécessiter ni adaptation ni conception spéciale. La « conception universelle » n'exclut pas les appareils et accessoires fonctionnels pour des catégories particulières de personnes handicapées là où ils sont nécessaires.

Article 3

Principes généraux

Les principes de la présente Convention sont :

a) Le respect de la dignité intrinsèque, de l'autonomie individuelle, y compris la liberté de faire ses propres choix, et de l'indépendance des personnes;

b) La non-discrimination;

c) La participation et l'intégration pleines et effectives à la société;

d) Le respect de la différence et l'acceptation des personnes handicapées comme faisant partie de la diversité humaine et de l'humanité;

e) L'égalité des chances;

f) L'accessibilité;

g) L'égalité entre les hommes et les femmes;

h) Le respect du développement des capacités de l'enfant handicapé et le respect du droit des enfants handicapés à préserver leur identité.

Article 4

Obligations générales

1. Les Etats Parties s'engagent à garantir et à promouvoir le plein exercice de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales de toutes les personnes handicapées sans discrimination d'aucune sorte fondée sur le handicap. A cette fin, ils s'engagent à :

a) Adopter toutes mesures appropriées d'ordre législatif, administratif ou autre pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la présente Convention;

b) Prendre toutes mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour modifier, abroger ou abolir les lois, règlements, coutumes et pratiques qui sont source de discrimination envers les personnes handicapées;

c) Prendre en compte la protection et la promotion des droits de l'homme des personnes handicapées dans toutes les politiques et dans tous les programmes;

Personen met een handicap omvat personen met langdurige fysieke, mentale, verstandelijke of zintuiglijke beperkingen die hen in samenwerking met diverse drempels kunnen beletten volledig, daadwerkelijk en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in de samenleving.

Artikel 2

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Verdrag :

« communicatie » omvat talen, weergave van tekst, braille, tactiele communicatie, grootletterdruk, toegankelijke multimedia, alsmede geschreven teksten, audioteksten, eenvoudige taal, gesproken tekst, ondersteunende communicatie en alternatieve methoden, middelen en vormen voor communicatie, waaronder toegankelijke informatie- en communicatietechnologieën;

« taal » omvat gesproken taal, gebarentaal alsmede andere vormen van niet-gesproken taal;

« discriminatie op grond van handicap » : elk onderscheid en elke uitsluiting of beperking op grond van een handicap dat of die ten doel of tot gevolg heeft dat de erkenning, het genot of de uitoefening, op voet van gelijkheid met anderen van de mensenrechten en fundamentele vrijheden in het politieke, economische, sociale, culturele of burgerlijke leven, of op andere gebieden aangetast of onmogelijk gemaakt wordt. Het omvat alle vormen van discriminatie, met inbegrip van de weigering van redelijke aanpassingen;

« redelijke aanpassingen » : noodzakelijke en passende wijzigingen, en aanpassingen die geen disproporionele of onevenredige, of onnodige last opleggen, indien zij in een specifiek geval nodig zijn om te waarborgen dat personen met een handicap alle mensenrechten en fundamentele vrijheden op voet van gelijkheid met anderen kunnen genieten of uitoefenen;

« universeel ontwerp » : ontwerpen van producten, omgevingen, programma's en diensten die door iedereen in de ruimst mogelijke zin gebruikt kunnen worden zonder dat een aanpassing of een speciaal ontwerp nodig is. « Universeel ontwerp » omvat tevens ondersteunende middelen voor specifieke groepen van personen met een handicap, indien die nodig zijn.

Artikel 3

Algemene beginselen

De grondbeginselen van dit Verdrag zijn :

a) Respect voor de inherente waardigheid, persoonlijke autonomie, met inbegrip van de vrijheid zelf keuzes te maken en de onafhankelijkheid van personen;

b) Non-discriminatie;

c) Volledige en daadwerkelijke participatie in, en opname in de samenleving;

d) Respect voor verschillen en aanvaarding dat personen met een handicap deel uitmaken van de mensheid en menselijke diversiteit;

e) Gelijke kansen;

f) Toegankelijkheid;

g) Gelijkheid van man en vrouw;

h) Respect voor de zich ontwikkelende mogelijkheden van kinderen met een handicap en eerbiediging van het recht van kinderen met een handicap op het behoud van hun eigen identiteit.

Artikel 4

Algemene verplichtingen

1. De Staten die Partij zijn verplichten zich te waarborgen en bevorderen dat alle personen met een handicap zonder enige vorm van discriminatie op grond van hun handicap ten volle alle mensenrechten en fundamentele vrijheden kunnen uitoefenen. Hiertoe verplichten de Staten die Partij zijn zich :

a) tot het aannemen van alle relevante wetgevende, administratieve en andere maatregelen voor de tenuitvoerlegging van de rechten die in dit Verdrag erkend worden;

b) tot het nemen van alle relevante maatregelen, met inbegrip van wetgeving, teneinde bestaande wetten, voorschriften, gebruiken en praktijken aan te passen, of af te schaffen die discriminatie vormen van personen met een handicap;

c) bij al hun beleid en programma's rekenschap te geven van de bescherming en bevordering van de mensenrechten van personen met een handicap;

d) S'abstenir de tout acte et de toute pratique incompatible avec la présente Convention et veiller à ce que les pouvoirs publics et les institutions agissent conformément à la présente Convention;

e) Prendre toutes mesures appropriées pour éliminer la discrimination fondée sur le handicap pratiquée par toute personne, organisation ou entreprise privée;

f) Entreprendre ou encourager la recherche et le développement de biens, services, équipements et installations de conception universelle, selon la définition qui en est donnée à l'article 2 de la présente Convention, qui devraient nécessiter le minimum possible d'adaptation et de frais pour répondre aux besoins spécifiques des personnes handicapées, encourager l'offre et l'utilisation de ces biens, services, équipements et installations et encourager l'incorporation de la conception universelle dans le développement des normes et directives;

g) Entreprendre ou encourager la recherche et le développement et encourager l'offre et l'utilisation de nouvelles technologies - y compris les technologies de l'information et de la communication, les aides à la mobilité, les appareils et accessoires et les technologies d'assistance - qui soient adaptées aux personnes handicapées, en privilégiant les technologies d'un coût abordable;

h) Fournir aux personnes handicapées des informations accessibles concernant les aides à la mobilité, les appareils et accessoires et les technologies d'assistance, y compris les nouvelles technologies, ainsi que les autres formes d'assistance, services d'accompagnement et équipements;

i) Encourager la formation aux droits reconnus dans la présente Convention des professionnels et personnels qui travaillent avec des personnes handicapées, de façon à améliorer la prestation des aides et services garantis par ces droits.

2. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, chaque Etat Partie s'engage à agir, au maximum des ressources dont il dispose et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale, en vue d'assurer progressivement le plein exercice de ces droits, sans préjudice des obligations énoncées dans la présente Convention qui sont d'application immédiate en vertu du droit international.

3. Dans l'élaboration et la mise en œuvre des lois et des politiques adoptées aux fins de l'application de la présente Convention, ainsi que dans l'adoption de toute décision sur des questions relatives aux personnes handicapées, les Etats Parties consultent étroitement et font activement participer ces personnes, y compris les enfants handicapés, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent.

4. Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte aux dispositions plus favorables à l'exercice des droits des personnes handicapées qui peuvent figurer dans la législation d'un Etat Partie ou dans le droit international en vigueur pour cet Etat. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales reconnus ou en vigueur dans un Etat Partie à la présente Convention en vertu de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que la présente Convention ne reconnaît pas ces droits et libertés ou les reconnaît à un moindre degré.

5. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 5

Egalité et non-discrimination

1. Les Etats Parties reconnaissent que toutes les personnes sont égales devant la loi et en vertu de celle-ci et ont droit sans discrimination à l'égale protection et à l'égal bénéfice de la loi.

2. Les Etats Parties interdisent toutes les discriminations fondées sur le handicap et garantissent aux personnes handicapées une égale et effective protection juridique contre toute discrimination, quel qu'en soit le fondement.

3. Afin de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination, les Etats Parties prennent toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés.

4. Les mesures spécifiques qui sont nécessaires pour accélérer ou assurer l'égalité de facto des personnes handicapées ne constituent pas une discrimination au sens de la présente Convention.

d) te onthouden van elke handeling of praktijk die onverenigbaar is met dit Verdrag en te waarborgen dat de overheid en de overheidsinstellingen handelen in overeenstemming met dit Verdrag;

e) tot het nemen van alle passende maatregelen om discriminatie op grond van een handicap door personen, organisaties of particuliere ondernemingen uit te bannen;

f) tot het uitvoeren of bevorderen van onderzoek naar en ontwikkeling van universeel ontworpen goederen, diensten, uitrusting en faciliteiten zoals omschreven in artikel 2 van dit Verdrag, die zo min mogelijk moeten worden aangepast en dit tegen de laagste kosten, om te beantwoorden aan de specifieke behoeften van personen met een handicap, het bevorderen van de beschikbaarheid en het gebruik ervan, en het bevorderen van universele ontwerpen bij de ontwikkeling van normen en richtlijnen;

g) tot het uitvoeren of bevorderen van onderzoek naar en ontwikkeling van, en het bevorderen van de beschikbaarheid en het gebruik van nieuwe technologieën, met inbegrip van informatie- en communicatie-technologieën, mobiliteitshulpmiddelen, instrumenten en ondersteunende technologieën, die geschikt zijn voor personen met een handicap, waarbij de prioriteit uitgaat naar betaalbare technologieën;

h) tot het verschaffen van toegankelijke informatie aan personen met een handicap over mobiliteitshulpmiddelen, apparaten en ondersteunende technologieën, met inbegrip van nieuwe technologieën, alsmede andere vormen van hulp, ondersteunende diensten en faciliteiten;

i) de training te bevorderen van vakspecialisten en personeel die werken met personen met een handicap, op het gebied van de rechten die in dit Verdrag worden erkend, teneinde de door deze rechten gewaarborgde hulp en diensten beter te kunnen verlenen.

2. Wat betreft economische, sociale en culturele rechten, verplicht elke Staat die Partij is zich om maatregelen te nemen met volledige gebruikmaking van de hem ter beschikking staande hulpbronnen en, waar nodig, in het kader van internationale samenwerking, om steeds dichter bij een algehele verwezenlijking van de in dit Verdrag erkende rechten te komen, onverminderd de in dit Verdrag vervatte verplichtingen die volgens het internationale recht onverwijld van toepassing zijn.

3. Bij de ontwikkeling en tenuitvoerlegging van wetgeving en beleid tot uitvoering van dit Verdrag en bij andere besluitvormingsprocessen betreffende aangelegenheden die betrekking hebben op personen met een handicap, plegen de Staten die Partij zijn nauw overleg met personen met een handicap, met inbegrip van kinderen met een handicap, en betrekken hen daar via hun representatieve organisaties actief bij.

4. Geen enkele bepaling van dit Verdrag tast bepalingen aan die in sterkere mate bijdragen aan de verwezenlijking van de rechten van personen met een handicap en die vervat kunnen zijn in het recht van een Staat die Partij is, of in het internationale recht dat voor die Staat van kracht is. Het is niet toegestaan enig mensenrecht dat, of fundamentele vrijheid die in een Staat die Partij is bij dit Verdrag, ingevolge wettelijke bepalingen, overeenkomsten, voorschriften of gewoonten wordt erkend of bestaat, te beperken of ervan af te wijken, onder voorwendsel dat dit Verdrag die rechten of vrijheden niet of in mindere mate erkent.

5. De bepalingen van dit Verdrag strekken zich zonder beperking of uitzondering uit tot alle delen van federale Staten.

Artikel 5

Gelijkheid en non-discriminatie

1. De Staten die Partij zijn, erkennen dat eenieder gelijk is voor de wet en zonder onderscheid recht heeft op dezelfde bescherming door, en hetzelfde voordeel van de wet.

2. De Staten die Partij zijn, verbieden alle discriminatie op grond van handicap en garanderen personen met een handicap op voet van gelijkheid daadwerkelijke wettelijke bescherming tegen discriminatie op welke grond dan ook.

3. Teneinde gelijkheid te bevorderen en discriminatie uit te bannen, nemen de Staten die Partij zijn alle passende maatregelen om te waarborgen dat redelijke aanpassingen worden verricht.

4. Specifieke maatregelen die nodig zijn om de feitelijke gelijkheid van personen met een handicap te bespoedigen of verwezenlijken, worden niet aangemerkt als discriminatie in de zin van dit Verdrag.

Article 6

Femmes handicapées

1. Les Etats Parties reconnaissent que les femmes et les filles handicapées sont exposées à de multiples discriminations, et ils prennent les mesures voulues pour leur permettre de jouir pleinement et dans des conditions d'égalité de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales.

2. Les Etats Parties prennent toutes mesures appropriées pour assurer le plein épanouissement, la promotion et l'autonomisation des femmes, afin de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncés dans la présente Convention.

Article 7

Enfants handicapés

1. Les Etats Parties prennent toutes mesures nécessaires pour garantir aux enfants handicapés la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres enfants.

2. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants handicapés, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

3. Les Etats Parties garantissent à l'enfant handicapé, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité, et d'obtenir pour l'exercice de ce droit une aide adaptée à son handicap et à son âge.

Article 8

Sensibilisation

1. Les Etats Parties s'engagent à prendre des mesures immédiates, efficaces et appropriées en vue de :

a) Sensibiliser l'ensemble de la société, y compris au niveau de la famille, à la situation des personnes handicapées et promouvoir le respect des droits et de la dignité des personnes handicapées;

b) Combattre les stéréotypes, les préjugés et les pratiques dangereuses concernant les personnes handicapées, y compris ceux liés au sexe et à l'âge, dans tous les domaines;

c) Mieux faire connaître les capacités et les contributions des personnes handicapées.

2. Dans le cadre des mesures qu'ils prennent à cette fin, les Etats Parties :

a) Lancent et mènent des campagnes efficaces de sensibilisation du public en vue de :

i) Favoriser une attitude réceptive à l'égard des droits des personnes handicapées;

ii) Promouvoir une perception positive des personnes handicapées et une conscience sociale plus poussée à leur égard;

iii) Promouvoir la reconnaissance des compétences, mérites et aptitudes des personnes handicapées et de leurs contributions dans leur milieu de travail et sur le marché du travail;

b) Encouragent à tous les niveaux du système éducatif, notamment chez tous les enfants dès leur plus jeune âge, une attitude de respect pour les droits des personnes handicapées;

c) Encouragent tous les médias à montrer les personnes handicapées sous un jour conforme à l'objet de la présente Convention;

d) Encouragent l'organisation de programmes de formation en sensibilisation aux personnes handicapées et aux droits des personnes handicapées.

Article 9

Accessibilité

1. Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les Etats Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles

Artikel 6

Vrouwen met een handicap

1. De Staten die Partij zijn erkennen dat vrouwen en meisjes met een handicap onderworpen zijn aan meervoudige discriminatie en nemen in dat verband maatregelen om hen op voet van gelijkheid het volledige genot van alle mensenrechten en fundamentele vrijheden te garanderen.

2. De Staten die Partij zijn nemen alle passende maatregelen om de volledige ontwikkeling, positieverbetering en autonomie van vrouwen te waarborgen, teneinde hen de uitoefening en het genot van de mensenrechten en fundamentele vrijheden, vervat in dit Verdrag, te garanderen.

Artikel 7

Kinderen met een handicap

1. De Staten die Partij zijn nemen alle nodige maatregelen om te waarborgen dat kinderen met een handicap op voet van gelijkheid met andere kinderen ten volle alle mensenrechten en fundamentele vrijheden genieten.

2. Bij alle beslissingen betreffende kinderen met een handicap vormt het belang van het kind de eerste overweging.

3. De Staten die Partij zijn waarborgen dat kinderen met een handicap het recht hebben vrij blijk te geven van hun opvattingen over alle aangelegenheden die hen betreffen, waarbij op voet van gelijkheid met andere kinderen en in overeenstemming met hun leeftijd en ontwikkeling naar behoren rekening wordt gehouden met hun opvattingen en waarbij zij bij hun handicap en leeftijd passende ondersteuning krijgen om dat recht te realiseren.

Artikel 8

Bevordering van bewustwording

1. De Staten die Partij zijn verplichten zich onmiddellijke, doeltreffende en passende maatregelen te nemen :

a) teneinde binnen de gehele maatschappij, waaronder ook op gezinsniveau, de bewustwording te bevorderen ten aanzien van personen met een handicap, en de eerbiediging van de rechten en waardigheid van personen met een handicap te stimuleren;

b) om op alle terreinen van het leven stigmatisering, vooroordelen en schadelijke praktijken ten opzichte van personen met een handicap te bestrijden, met inbegrip van die gebaseerd op grond van geslacht en leeftijd;

c) om de bewustwording van de mogelijkheden en bijdragen van personen met een handicap te bevorderen.

2. Maatregelen daartoe omvatten :

a. het opzetten en handhaven van effectieve bewustwordingscampagnes om :

i) een ontvankelijke houding voor de rechten van personen met een handicap te bevorderen;

ii) een positieve beeldvorming van, en grotere sociale bewustwording ten opzichte van personen met een handicap te bevorderen;

iii) de erkenning van de vaardigheden, verdiensten en talenten van personen met een handicap en van hun bijdragen op de werkplek en arbeidsmarkt te bevorderen;

b) het op alle niveaus van het onderwijssysteem, dus ook onder jonge kinderen, bevorderen van een respectvolle houding ten opzichte van de rechten van personen met een handicap;

c) het aanmoedigen van de media om personen met een handicap te portretteren op een wijze die overeenstemt met het doel van dit Verdrag;

d) het aanmoedigen van het organiseren van programma's voor bewustwordingstrainingen met betrekking tot personen met een handicap en de rechten van personen met een handicap.

Artikel 9

Toegankelijkheid

1. Teneinde personen met een handicap in staat te stellen zelfstandig te leven en volledig deel te nemen aan alle facetten van het leven, nemen de Staten die Partij zijn passende maatregelen om personen met een handicap op voet van gelijkheid met anderen de toegang te garanderen tot de fysieke omgeving, tot vervoer, informatie en communicatie, met inbegrip van informatie- en communicatietechnologieën en -systemen, en tot andere voorzieningen en diensten die openstaan voor, of verleend worden aan het publiek, in zowel stedelijke

figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres :

a) Aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail;

b) Aux services d'information, de communication et autres services, y compris les services électroniques et les services d'urgence.

2. Les Etats Parties prennent également des mesures appropriées pour :

a) Elaborer et promulguer des normes nationales minimales et des directives relatives à l'accessibilité des installations et services ouverts ou fournis au public et contrôler l'application de ces normes et directives;

b) Faire en sorte que les organismes privés qui offrent des installations ou des services qui sont ouverts ou fournis au public prennent en compte tous les aspects de l'accessibilité par les personnes handicapées;

c) Assurer aux parties concernées une formation concernant les problèmes d'accès auxquels les personnes handicapées sont confrontées;

d) Faire mettre en place dans les bâtiments et autres installations ouverts au public une signalisation en braille et sous des formes faciles à lire et à comprendre;

e) Mettre à disposition des formes d'aide humaine ou animale et les services de médiateurs, notamment de guides, de lecteurs et d'interprètes professionnels en langue des signes, afin de faciliter l'accès des bâtiments et autres installations ouverts au public;

f) Promouvoir d'autres formes appropriées d'aide et d'accompagnement des personnes handicapées afin de leur assurer l'accès à l'information;

g) Promouvoir l'accès des personnes handicapées aux nouveaux systèmes et technologies de l'information et de la communication, y compris l'Internet;

h) Promouvoir l'étude, la mise au point, la production et la diffusion de systèmes et technologies de l'information et de la communication à un stade précoce, de façon à en assurer l'accessibilité à un coût minimal.

Article 10

Droit à la vie

Les Etats Parties réaffirment que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine et prennent toutes mesures nécessaires pour en assurer aux personnes handicapées la jouissance effective, sur la base de l'égalité avec les autres.

Article 11

Situations de risque et situations d'urgence humanitaire

Les Etats Parties prennent, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, toutes mesures nécessaires pour assurer la protection et la sûreté des personnes handicapées dans les situations de risque, y compris les conflits armés, les crises humanitaires et les catastrophes naturelles.

Article 12

Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité

1. Les Etats Parties réaffirment que les personnes handicapées ont droit à la reconnaissance en tous lieux de leur personnalité juridique.

2. Les Etats Parties reconnaissent que les personnes handicapées jouissent de la capacité juridique dans tous les domaines, sur la base de l'égalité avec les autres.

3. Les Etats Parties prennent des mesures appropriées pour donner aux personnes handicapées accès à l'accompagnement dont elles peuvent avoir besoin pour exercer leur capacité juridique.

4. Les Etats Parties font en sorte que les mesures relatives à l'exercice de la capacité juridique soient assorties de garanties appropriées et effectives pour prévenir les abus, conformément au droit international des droits de l'homme. Ces garanties doivent garantir que les mesures relatives à l'exercice de la capacité juridique respectent les droits, la volonté et les préférences de la personne concernée, soient exemptes de tout conflit d'intérêt et ne donnent lieu à aucun abus d'influence, soient

als landelijke gebieden. Deze maatregelen, die mede de identificatie en bestrijding van obstakels en drempels voor de toegankelijkheid omvatten, zijn onder andere van toepassing op :

a) gebouwen, wegen, vervoer en andere voorzieningen in gebouwen en daarbuiten, met inbegrip van scholen, huisvesting, medische voorzieningen en werkplekken;

b) informatie, communicatie en andere diensten, met inbegrip van elektronische diensten en nooddiensten.

2. De Staten die Partij zijn nemen tevens passende maatregelen om :

a) de tenuitvoerlegging van minimumnormen en richtlijnen voor de toegankelijkheid van faciliteiten en diensten die openstaan voor, of verleend worden aan het publiek, te ontwikkelen, af te kondigen en de toepassing ervan te controleren;

b) te waarborgen dat private instellingen die faciliteiten of diensten aanbieden die openstaan voor, of verleend worden aan het publiek, zich rekenschap geven van alle aspecten van toegankelijkheid voor personen met een handicap;

c) betrokkenen te trainen inzake kwesties op het vlak van de toegankelijkheid waarmee personen met een handicap geconfronteerd worden;

d) openbare gebouwen en andere faciliteiten te voorzien van bewegwijzering in braille en in makkelijk te lezen en te begrijpen vormen;

e) te voorzien in vormen van praktische hulp door mens of dier en in bemiddeling, waaronder begeleiders, mensen die voorlezen en professionele dovertolken om de toegang tot gebouwen en andere faciliteiten, die openstaan voor het publiek te vergemakkelijken;

f) andere passende vormen van hulp en ondersteuning aan personen met een handicap te bevorderen, teneinde te waarborgen dat zij toegang hebben tot informatie;

g) de toegang voor personen met een handicap tot nieuwe informatie en communicatietechnologieën en -systemen, met inbegrip van het internet, te bevorderen;

h) het ontwerp, de ontwikkeling, productie en distributie van toegankelijke informatie- en communicatietechnologieën, en communicatiesystemen in een vroeg stadium te bevorderen, opdat deze technologieën en systemen tegen minimale kosten toegankelijk worden.

Artikel 10

Recht op leven

De Staten die Partij zijn bevestigen opnieuw dat eenieder beschikt over het inherente recht op leven en nemen alle noodzakelijke maatregelen om te waarborgen dat personen met een handicap hiervan op voet van gelijkheid met anderen ten volle kunnen genieten.

Artikel 11

Risicovolle situaties en humanitaire noodsituaties

De Staten die Partij zijn nemen in overeenstemming met hun verplichtingen uit hoofde van het internationale recht, met inbegrip van het internationale humanitaire recht en internationale mensenrechtenverdragen alle nodige maatregelen om de bescherming en veiligheid van personen met een handicap in risicovolle situaties, met inbegrip van gewapende conflicten, humanitaire noodsituaties en natuurrampen, te waarborgen.

Artikel 12

Gelijkheid voor de wet

1. De Staten die Partij zijn bevestigen opnieuw dat personen met een handicap overal als persoon erkend worden voor de wet.

2. De Staten die Partij zijn erkennen dat personen met een handicap op voet van gelijkheid met anderen in alle aspecten van het leven rechtsbekwaam zijn.

3. De Staten die Partij zijn nemen passende maatregelen om personen met een handicap toegang te verschaffen tot de ondersteuning die zij mogelijk behoeven bij de uitoefening van hun rechtsbekwaamheid.

4. De Staten die Partij zijn waarborgen dat alle maatregelen die betrekking hebben op de uitoefening van rechtsbekwaamheid, voorzien in passende en doeltreffende waarborgen in overeenstemming met het internationale recht inzake de mensenrechten om misbruik te voorkomen. Deze waarborgen dienen te verzekeren dat maatregelen met betrekking tot de uitoefening van rechtsbekwaamheid de rechten, wil en voorkeuren van de desbetreffende persoon respecteren, vrij zijn

proportionnées et adaptées à la situation de la personne concernée, s'appliquent pendant la période la plus brève possible et soient soumises à un contrôle périodique effectué par un organe compétent, indépendant et impartial ou une instance judiciaire. Ces garanties doivent également être proportionnées au degré auquel les mesures devant faciliter l'exercice de la capacité juridique affectent les droits et intérêts de la personne concernée.

5. Sous réserve des dispositions du présent article, les Etats Parties prennent toutes mesures appropriées et effectives pour garantir le droit qu'ont les personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, de posséder des biens ou d'en hériter, de contrôler leurs finances et d'avoir accès aux mêmes conditions que les autres personnes aux prêts bancaires, hypothèques et autres formes de crédit financier; ils veillent à ce que les personnes handicapées ne soient pas arbitrairement privées de leurs biens.

Article 13

Accès à la justice

1. Les Etats Parties assurent l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, sur la base de l'égalité avec les autres, y compris par le biais d'aménagements procéduraux et d'aménagements en fonction de l'âge, afin de faciliter leur participation effective, directe ou indirecte, notamment en tant que témoins, à toutes les procédures judiciaires, y compris au stade de l'enquête et aux autres stades préliminaires.

2. Afin d'aider à assurer l'accès effectif des personnes handicapées à la justice, les Etats Parties favorisent une formation appropriée des personnels concourant à l'administration de la justice, y compris les personnels de police et les personnels pénitentiaires.

Article 14

Liberté et sécurité de la personne

1. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres :

- a) Jouissent du droit à la liberté et à la sûreté de leur personne;
- b) Ne soient pas privées de leur liberté de façon illégale ou arbitraire; ils veillent en outre à ce que toute privation de liberté soit conforme à la loi et à ce qu'en aucun cas l'existence d'un handicap ne justifie une privation de liberté.

2. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées, si elles sont privées de leur liberté à l'issue d'une quelconque procédure, aient droit, sur la base de l'égalité avec les autres, aux garanties prévues par le droit international des droits de l'homme et soient traitées conformément aux buts et principes de la présente Convention, y compris en bénéficiant d'aménagements raisonnables.

Article 15

Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

1. Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

2. Les Etats Parties prennent toutes mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher, sur la base de l'égalité avec les autres, que des personnes handicapées ne soient soumises à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 16

Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance

1. Les Etats Parties prennent toutes mesures législatives, administratives, sociales, éducatives et autres mesures appropriées pour protéger les personnes handicapées, à leur domicile comme à l'extérieur, contre toutes formes d'exploitation, de violence et de maltraitance, y compris leurs aspects fondés sur le sexe.

2. Les Etats Parties prennent également toutes mesures appropriées pour prévenir toutes les formes d'exploitation, de violence et de maltraitance en assurant notamment aux personnes handicapées, à leur famille et à leurs aidants des formes appropriées d'aide et d'accompagnement adaptées au sexe et à l'âge, y compris en mettant à leur disposition des informations et des services éducatifs sur les moyens

van conflicterende belangen of onbehoorlijke beïnvloeding, proportioneel zijn en aangepast zijn aan de omstandigheden van de persoon in kwestie, van toepassing zijn gedurende een zo kort mogelijke periode en onderworpen zijn aan een regelmatige beoordeling door een bevoegde, onafhankelijke en onpartijdige autoriteit of gerechtelijke instantie. De waarborgen dienen evenredig te zijn aan de mate waarin deze maatregelen van invloed zijn op de rechten en belangen van de persoon in kwestie.

5. Met inachtneming van de bepalingen van dit artikel nemen de Staten die Partij zijn alle passende en doeltreffende maatregelen om de rechten te garanderen van personen met een handicap, op voet van gelijkheid met anderen, op eigendom of het erven van vermogen en te waarborgen dat zij hun eigen financiële zaken kunnen behartigen en onder dezelfde voorwaarden als anderen toegang hebben tot bankleningen, hypotheeken en andere vormen van financiële kredietverstrekking en verzekeren zij dat het vermogen van personen met een handicap hen niet willekeurig wordt ontnomen.

Artikel 13

Toegang tot de rechter

1. De Staten die Partij zijn waarborgen personen met een handicap op voet van gelijkheid met anderen de toegang tot een rechterlijke instantie, met inbegrip van procedurele en leeftijdsconforme voorzieningen, teneinde hun effectieve rol als directe en indirecte partij, waaronder als getuige, in alle juridische procedures, met inbegrip van de onderzoeksfase en andere voorbereidende fasen, te vergemakkelijken.

2. Teneinde effectieve toegang tot rechterlijke instanties voor personen met een handicap te helpen waarborgen, bevorderen de Staten die Partij zijn passende training voor diegenen die werkzaam zijn in de rechtsbedeling, met inbegrip van medewerkers van politie en het gevangeniswezen.

Artikel 14

Vrijheid en veiligheid van de persoon

1. De Staten die Partij zijn waarborgen dat personen met een handicap op voet van gelijkheid met anderen :

- a) het recht op vrijheid en veiligheid van hun persoon genieten;
- b) niet onrechtmatig of willekeurig van hun vrijheid worden beroofd, en dat iedere vorm van vrijheidsberoving geschiedt in overeenstemming met de wet, en dat het bestaan van een handicap in geen geval vrijheidsberoving rechtvaardigt.

2. De Staten die Partij zijn waarborgen dat indien personen met een handicap op grond van om het even welke procedure van hun vrijheid worden beroofd, zij op voet van gelijkheid met anderen recht hebben op de waarborgen in overeenstemming met internationale mensenrechtenverdragen en in overeenstemming met de doelstellingen en beginselen van dit Verdrag worden behandeld, met inbegrip van de verschaffing van redelijke aanpassingen.

Artikel 15

Vrijwaring van foltering en andere wrede, onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing

1. Niemand zal worden onderworpen aan folteringen of aan wrede, onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen. In het bijzonder zal niemand zonder zijn of haar vrij gegeven toestemming worden onderworpen aan medische of wetenschappelijke experimenten.

2. De Staten die Partij zijn nemen alle doeltreffende wetgevende, administratieve, juridische of andere maatregelen om, op gelijke wijze als voor anderen, te voorkomen dat personen met een handicap worden onderworpen aan folteringen of aan wrede, onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen.

Artikel 16

Vrijwaring van uitbuiting, geweld en misbruik

1. De Staten die Partij zijn nemen alle passende wetgevende, administratieve, sociale, educatieve en andere maatregelen om personen met een handicap, zowel binnen- als buitenshuis, te beschermen tegen alle vormen van uitbuiting, geweld en misbruik, met inbegrip van de op geslacht gebaseerde aspecten daarvan.

2. De Staten die Partij zijn nemen voorts alle passende maatregelen om alle vormen van uitbuiting, geweld en misbruik te voorkomen door voor personen met een handicap, hun gezinnen en verzorgers onder andere passende vormen van aan geslacht en leeftijd aangepaste hulp en ondersteuning te waarborgen, met inbegrip van het verschaffen van informatie en scholing omtrent het voorkomen, herkennen en melden

d'éviter, de reconnaître et de dénoncer les cas d'exploitation, de violence et de maltraitance. Les Etats Parties veillent à ce que les services de protection tiennent compte de l'âge, du sexe et du handicap des intéressés.

3. Afin de prévenir toutes les formes d'exploitation, de violence et de maltraitance, les Etats Parties veillent à ce que tous les établissements et programmes destinés aux personnes handicapées soient effectivement contrôlés par des autorités indépendantes.

4. Les Etats Parties prennent toutes mesures appropriées pour faciliter le rétablissement physique, cognitif et psychologique, la réadaptation et la réinsertion sociale des personnes handicapées qui ont été victimes d'exploitation, de violence ou de maltraitance sous toutes leurs formes, notamment en mettant à leur disposition des services de protection. Le rétablissement et la réinsertion interviennent dans un environnement qui favorise la santé, le bien-être, l'estime de soi, la dignité et l'autonomie de la personne et qui prend en compte les besoins spécifiquement liés au sexe et à l'âge.

5. Les Etats Parties mettent en place une législation et des politiques efficaces, y compris une législation et des politiques axées sur les femmes et les enfants, qui garantissent que les cas d'exploitation, de violence et de maltraitance envers des personnes handicapées sont dépistés, font l'objet d'une enquête et, le cas échéant, donnent lieu à des poursuites.

Article 17

Protection de l'intégrité de la personne

Toute personne handicapée a droit au respect de son intégrité physique et mentale sur la base de l'égalité avec les autres.

Article 18

Droit de circuler librement et nationalité

1. Les Etats Parties reconnaissent aux personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, le droit de circuler librement, le droit de choisir librement leur résidence et le droit à une nationalité, et ils veillent notamment à ce que les personnes handicapées :

a) Aient le droit d'acquérir une nationalité et de changer de nationalité et ne soient pas privées de leur nationalité arbitrairement ou en raison de leur handicap;

b) Ne soient pas privées, en raison de leur handicap, de la capacité d'obtenir, de posséder et d'utiliser des titres attestant leur nationalité ou autres titres d'identité ou d'avoir recours aux procédures pertinentes, telles que les procédures d'immigration, qui peuvent être nécessaires pour faciliter l'exercice du droit de circuler librement;

c) Aient le droit de quitter n'importe quel pays, y compris le leur;

d) Ne soient pas privées, arbitrairement ou en raison de leur handicap, du droit d'entrer dans leur propre pays.

2. Les enfants handicapés sont enregistrés aussitôt leur naissance et ont dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître leurs parents et d'être élevés par eux.

Article 19

Autonomie de vie et inclusion dans la société

Les Etats Parties à la présente Convention reconnaissent à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes, et prennent des mesures efficaces et appropriées pour faciliter aux personnes handicapées la pleine jouissance de ce droit ainsi que leur pleine intégration et participation à la société, notamment en veillant à ce que :

a) Les personnes handicapées aient la possibilité de choisir, sur la base de l'égalité avec les autres, leur lieu de résidence et où et avec qui elles vont vivre et qu'elles ne soient pas obligées de vivre dans un milieu de vie particulier;

b) Les personnes handicapées aient accès à une gamme de services à domicile ou en établissement et autres services sociaux d'accompagnement, y compris l'aide personnelle nécessaire pour leur permettre de vivre dans la société et de s'y insérer et pour empêcher qu'elles ne soient isolées ou victimes de ségrégation;

c) Les services et équipements sociaux destinés à la population générale soient mis à la disposition des personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, et soient adaptés à leurs besoins.

van uitbuiting, geweld en misbruik. De Staten die Partij zijn waarborgen dat de dienstverlening op het gebied van bescherming is aangepast aan leeftijd, geslacht en handicap.

3. Teneinde alle vormen van uitbuiting, geweld en misbruik te voorkomen, waarborgen de Staten die Partij zijn, dat alle faciliteiten en programma's die zijn ontwikkeld om personen met een handicap te dienen, daadwerkelijk worden opgevolgd door onafhankelijke autoriteiten.

4. De Staten die Partij zijn nemen alle passende maatregelen om het fysieke, cognitieve en psychologische herstel, de rehabilitatie en de terugkeer in de maatschappij van personen met een handicap die het slachtoffer zijn van enige vorm van uitbuiting, geweld of misbruik te bevorderen, waaronder het verschaffen van dienstverlening op het gebied van bescherming. Het herstel en de terugkeer dienen plaats te vinden in een omgeving die bevorderlijk is voor de gezondheid, het welzijn, het zelfrespect, de waardigheid en autonomie van de persoon en houden rekening met geslachts- en leeftijdspecifieke behoeften.

5. De Staten die Partij zijn leggen doeltreffende wetgeving en doeltreffend beleid, met inbegrip van wetgeving en beleid, specifiek gericht op vrouwen en kinderen, ten uitvoer om te waarborgen dat gevallen van uitbuiting, geweld en misbruik van personen met een handicap worden geïdentificeerd en onderzocht en, indien daartoe aanleiding bestaat, waar aangewezen, strafrechtelijk worden vervolgd.

Artikel 17

Bescherming van de persoonlijke integriteit

Elke persoon met een handicap heeft op voet van gelijkheid met anderen recht op eerbiediging van zijn fysieke en geestelijke integriteit.

Artikel 18

Vrijheid van verplaatsing en nationaliteit

1. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van personen met een handicap, op voet van gelijkheid met anderen, zich vrij te verplaatsen, vrij hun verblijfplaats te kiezen en het recht op een nationaliteit, onder andere door te waarborgen dat personen met een handicap :

a) het recht hebben een nationaliteit te verwerven en daarvan te veranderen en dat hun nationaliteit hen niet op willekeurige gronden of op grond van hun handicap wordt ontnomen;

b) niet op grond van hun handicap beroofd worden van de mogelijkheid om documenten inzake hun nationaliteit of identiteit te verwerven, bezitten en gebruiken, of om gebruik te maken van procedures dienaangaande, zoals immigratieprocedures die nodig kunnen zijn om de uitoefening van het recht zich vrij te verplaatsen te vergemakkelijken;

c) vrij zijn welk land ook, met inbegrip van het eigen land, te verlaten;

d) niet willekeurig of op grond van hun handicap het recht wordt onthouden hun eigen land binnen te komen.

2. Kinderen met een handicap worden na hun geboorte onverwijld ingeschreven en hebben vanaf hun geboorte recht op een naam, het recht een nationaliteit te verwerven en, voor zover mogelijk, het recht hun ouders te kennen en door hen te worden opgevoed.

Artikel 19

Zelfstandig wonen en deel uitmaken van de maatschappij

De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag erkennen het recht van alle personen met een handicap om in de maatschappij te wonen met dezelfde keuzemogelijkheden als anderen en nemen doeltreffende en passende maatregelen om het personen met een handicap gemakkelijker te maken dit recht ten volle uit te oefenen en volledig deel uit te maken van, en te participeren in de maatschappij, onder meer door te waarborgen dat :

a) personen met een handicap de kans hebben, op voet van gelijkheid met anderen, vrij hun verblijfplaats te kiezen, alsmede waar en met wie zij leven, en niet verplicht zijn te leven in een bepaalde leefstructuur;

b) personen met een handicap toegang hebben tot een reeks van thuis, residentiële en andere maatschappijondersteunende diensten, waaronder persoonlijke assistentie, noodzakelijk om het wonen en de opname in de maatschappij te ondersteunen en isolatie of uitsluiting uit de maatschappij te voorkomen;

c) de sociale diensten en faciliteiten voor het algemene publiek op voet van gelijkheid beschikbaar zijn voor personen met een handicap en beantwoorden aan hun behoeften.

Article 20

Mobilité personnelle

Les Etats Parties prennent des mesures efficaces pour assurer la mobilité personnelle des personnes handicapées, dans la plus grande autonomie possible, y compris en :

a) Facilitant la mobilité personnelle des personnes handicapées selon les modalités et au moment que celles-ci choisissent, et à un coût abordable;

b) Facilitant l'accès des personnes handicapées à des aides à la mobilité, appareils et accessoires, technologies d'assistance, formes d'aide humaine ou animalière et médiateurs de qualité, notamment en faisant en sorte que leur coût soit abordable;

c) Dispensant aux personnes handicapées et aux personnels spécialisés qui travaillent avec elles une formation aux techniques de mobilité;

d) Encourageant les organismes qui produisent des aides à la mobilité, des appareils et accessoires et des technologies d'assistance à prendre en compte tous les aspects de la mobilité des personnes handicapées.

Article 21

Liberté d'expression et d'opinion et accès à l'information

Les Etats Parties prennent toutes mesures appropriées pour que les personnes handicapées puissent exercer le droit à la liberté d'expression et d'opinion, y compris la liberté de demander, recevoir et communiquer des informations et des idées, sur la base de l'égalité avec les autres et en recourant à tous moyens de communication de leur choix au sens de l'article 2 de la présente Convention. A cette fin, les Etats Parties :

a) Communiquent les informations destinées au grand public aux personnes handicapées, sans tarder et sans frais supplémentaires pour celles-ci, sous des formes accessibles et au moyen de technologies adaptées aux différents types de handicap;

b) Acceptent et facilitent le recours par les personnes handicapées, pour leurs démarches officielles, à la langue des signes, au braille, à la communication améliorée et alternative et à tous les autres moyens, modes et formes accessibles de communication de leur choix;

c) Demandent instamment aux organismes privés qui mettent des services à la disposition du public, y compris par le biais de l'Internet, de fournir des informations et des services sous des formes accessibles aux personnes handicapées et que celles-ci puissent utiliser;

d) Encouragent les médias, y compris ceux qui communiquent leurs informations par l'Internet, à rendre leurs services accessibles aux personnes handicapées;

e) Reconnaissent et favorisent l'utilisation des langues des signes.

Article 22

Respect de la vie privée

1. Aucune personne handicapée, quel que soit son lieu de résidence ou son milieu de vie, ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance ou autres types de communication ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation. Les personnes handicapées ont droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

2. Les Etats Parties protègent la confidentialité des informations personnelles et des informations relatives à la santé et à la réadaptation des personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres.

Article 23

Respect du domicile et de la famille

1. Les Etats Parties prennent des mesures efficaces et appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des personnes handicapées dans tout ce qui a trait au mariage, à la famille, à la fonction parentale et aux relations personnelles, sur la base de l'égalité avec les autres, et veillent à ce que :

a) Soit reconnu à toutes les personnes handicapées, à partir de l'âge nubile, le droit de se marier et de fonder une famille sur la base du libre et plein consentement des futurs époux;

Artikel 20

Persoonlijke mobiliteit

De Staten die Partij zijn nemen alle doeltreffende maatregelen om de persoonlijke mobiliteit van personen met een handicap met de grootst mogelijke mate van zelfstandigheid te waarborgen onder meer door :

a) de persoonlijke mobiliteit van personen met een handicap te vergemakkelijken op de wijze en op het tijdstip van hun keuze en tegen een betaalbare prijs;

b) de toegang voor personen met een handicap tot hoogwaardige mobiliteitshulpmiddelen, -apparaten, ondersteunende technologieën en vormen van hulp door mens of dier en tot bemiddeling te vergemakkelijken, onder meer door deze beschikbaar te maken tegen een betaalbare prijs;

c) personen met een handicap en gespecialiseerd personeel dat met personen met een handicap werkt, training in mobiliteitsvaardigheden te verschaffen;

d) instellingen die mobiliteitshulpmiddelen, -apparaten en ondersteunende technologieën produceren, aan te moedigen rekening te houden met alle aspecten van mobiliteit voor personen met een handicap.

Artikel 21

Vrijheid van mening en meningsuiting en toegang tot informatie

De Staten die Partij zijn nemen alle passende maatregelen om te waarborgen dat personen met een handicap het recht op vrijheid van mening en meningsuiting kunnen uitoefenen, met inbegrip van de vrijheid om op voet van gelijkheid met anderen informatie en denkbeelden te vergaren, te ontvangen en te verstrekken middels elk communicatiemiddel van hun keuze, zoals omschreven in artikel 2 van dit Verdrag, onder meer door :

a) personen met een handicap tijdig en zonder extra kosten voor het publiek bedoelde informatie te verschaffen in toegankelijke vormen en technologieën, geschikt voor de verschillende soorten handicaps;

b) het aanvaarden en vergemakkelijken van het gebruik van gebarentalen, braille, ondersteunende communicatie en alternatieve vormen van communicatie en alle andere toegankelijke middelen, communicatiemogelijkheden en -vormen naar keuze van personen met een handicap in officiële contacten;

c) private instellingen die diensten verlenen aan het publiek, ook via het internet, aan te sporen informatie en diensten ook in voor personen met een handicap toegankelijke en bruikbare vorm aan te bieden;

d) de massamedia, met inbegrip van informatieverstrekkers via het internet, aan te moedigen hun diensten toegankelijk te maken voor personen met een handicap;

e) het gebruik van gebarentalen te erkennen en te bevorderen.

Artikel 22

Eerbiediging van het privé-leven

1. Geen enkele persoon met een handicap zal, ongeacht zijn of haar woonplaats of woonsituatie, worden blootgesteld aan willekeurige of onrechtmatige inmenging in zijn of haar privé-leven, gezinsleven, woning of correspondentie, of andere vormen van communicatie, of aan onrechtmatige aantasting van zijn of haar eer en reputatie. Personen met een handicap hebben recht op wettelijke bescherming tegen dergelijke vormen van inmenging of aantasting.

2. De Staten die Partij zijn beschermen het privé-leven van personen met een handicap met betrekking tot persoonsgegevens en informatie omtrent hun gezondheid en revalidatie op voet van gelijkheid met anderen.

Artikel 23

Eerbiediging van de woning en het gezinsleven

1. De Staten die Partij zijn nemen doeltreffende en passende maatregelen om discriminatie van personen met een handicap uit te bannen op het gebied van huwelijk, gezinsleven, ouderschap en relaties, en dit op voet van gelijkheid met anderen, teneinde te waarborgen dat :

a) het recht van alle personen met een handicap van huwbare leeftijd om in vrijheid en met volledige instemming van de beide partners in het huwelijk te treden en een gezin te stichten, wordt erkend;

b) Soient reconnus aux personnes handicapées le droit de décider librement et en toute connaissance de cause du nombre de leurs enfants et de l'espace des naissances ainsi que le droit d'avoir accès, de façon appropriée pour leur âge, à l'information et à l'éducation en matière de procréation et de planification familiale; et à ce que les moyens nécessaires à l'exercice de ces droits leur soient fournis;

c) Les personnes handicapées, y compris les enfants, conservent leur fertilité, sur la base de l'égalité avec les autres.

2. Les Etats Parties garantissent les droits et responsabilités des personnes handicapées en matière de tutelle, de curatelle, de garde et d'adoption des enfants ou d'institutions similaires, lorsque ces institutions existent dans la législation nationale; dans tous les cas, l'intérêt supérieur de l'enfant est la considération primordiale. Les Etats Parties apportent une aide appropriée aux personnes handicapées dans l'exercice de leurs responsabilités parentales.

3. Les Etats Parties veillent à ce que les enfants handicapés aient des droits égaux dans leur vie en famille. Aux fins de l'exercice de ces droits et en vue de prévenir la dissimulation, l'abandon, le délaissement et la ségrégation des enfants handicapés, les Etats Parties s'engagent à fournir aux enfants handicapés et à leur famille, à un stade précoce, un large éventail d'informations et de services, dont des services d'accompagnement.

4. Les Etats Parties veillent à ce qu'aucun enfant ne soit séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes, sous réserve d'un contrôle juridictionnel, ne décident, conformément au droit et aux procédures applicables, qu'une telle séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. En aucun cas un enfant ne doit être séparé de ses parents en raison de son handicap ou du handicap de l'un ou des deux parents.

5. Les Etats Parties s'engagent, lorsque la famille immédiate n'est pas en mesure de s'occuper d'un enfant handicapé, à ne négliger aucun effort pour assurer la prise en charge de l'enfant par la famille élargie et, si cela n'est pas possible, dans un cadre familial au sein de la communauté.

Article 24

Education

1. Les Etats Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer l'exercice de ce droit sans discrimination et sur la base de l'égalité des chances, les Etats Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation qui visent :

a) Le plein épanouissement du potentiel humain et du sentiment de dignité et d'estime de soi, ainsi que le renforcement du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la diversité humaine;

b) L'épanouissement de la personnalité des personnes handicapées, de leurs talents et de leur créativité ainsi que de leurs aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;

c) La participation effective des personnes handicapées à une société libre.

2. Aux fins de l'exercice de ce droit, les Etats Parties veillent à ce que :

a) Les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire;

b) Les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire;

c) Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun;

d) Les personnes handicapées bénéficient, au sein du système d'enseignement général, de l'accompagnement nécessaire pour faciliter leur éducation effective;

e) Des mesures d'accompagnement individualisé efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration.

b) de rechten van personen met een handicap om in vrijheid en bewust te beslissen over het gewenste aantal kinderen en geboortespreading en op toegang tot leeftijdsrelevante informatie, voorlichting over reproductieve gezondheid en geboortepanning worden erkend en dat zij worden voorzien van de noodzakelijke middelen om deze rechten te kunnen uitoefenen;

c) personen met een handicap, met inbegrip van kinderen, op voet van gelijkheid met anderen hun vruchtbaarheid behouden.

2. De Staten die Partij zijn waarborgen de rechten en verantwoordelijkheden van personen met een handicap, met betrekking tot de voogdij, curatele, zaakwaarneming, adoptie van kinderen of soortgelijke instellingen, indien deze begrippen voorkomen in de nationale wetgeving; in alle gevallen dient het belang van het kind voorop te staan. De Staten die Partij zijn verlenen passende hulp aan personen met een handicap bij het opnemen van hun verantwoordelijkheden op het gebied van de verzorging en opvoeding van hun kinderen.

3. De Staten die Partij zijn waarborgen dat kinderen met een handicap gelijke rechten hebben op het gebied van het familieleven. Teneinde deze rechten te realiseren en te voorkomen dat kinderen met een handicap worden verborgen, verstoten, verwaarloosd of buitengesloten, verplichten de Staten die Partij zijn zich tijdige en uitvoerige informatie, diensten en ondersteuning te bieden aan kinderen met een handicap en hun families.

4. De Staten die Partij zijn waarborgen dat een kind niet tegen zijn wil of die van de ouders van hen wordt gescheiden, tenzij de bevoegde autoriteiten, onderworpen aan rechterlijke toetsing, in overeenstemming met de toepasselijke wet en procedures bepalen dat zulks noodzakelijk is in het belang van het kind. In geen geval zal een kind van zijn ouders worden gescheiden op grond van een handicap van het kind of die van een of beide ouders.

5. De Staten die Partij zijn stellen alles in het werk om, indien de naaste familieleden niet in staat zijn voor een kind met een handicap te zorgen, alternatieve zorg te bewerkstelligen binnen de ruimere familiekring en bij ontbreken daarvan in een gezinsvervangend verband binnen de gemeenschap.

Artikel 24

Onderwijs

1. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van personen met een handicap op onderwijs. Teneinde dit recht zonder discriminatie en op basis van gelijke kansen te verwezenlijken, waarborgen Staten die Partij zijn een inclusief onderwijssysteem op alle niveaus en voorzieningen voor een leven lang leren en wel met de volgende doelen :

a) de volledige ontwikkeling van het menselijk potentieel en het gevoel van waardigheid en eigenwaarde en de versterking van de eerbiediging van mensenrechten, fundamentele vrijheden en de menselijke diversiteit;

b) de optimale ontwikkeling door personen met een handicap van hun persoonlijkheid, talenten en creativiteit, alsmede hun mentale en fysieke mogelijkheden, naar staat van vermogen;

c) het in staat stellen van personen met een handicap om daadwerkelijk te participeren in een vrije maatschappij.

2. Bij de uitoefening van dit recht waarborgen de Staten die Partij zijn dat :

a) personen met een handicap niet op grond van hun handicap worden uitgesloten van het algemene onderwijssysteem, en dat kinderen met een handicap niet op grond van hun handicap worden uitgesloten van gratis en verplicht basisonderwijs of van het voortgezet onderwijs;

b) personen met een handicap toegang hebben tot inclusief, hoogwaardig en gratis basisonderwijs en tot voortgezet onderwijs en wel op basis van gelijkheid met anderen in de gemeenschap waarin zij leven;

c) redelijke aanpassingen worden verschaft naar gelang de behoefte van de persoon in kwestie;

d) personen met een handicap, binnen het algemene onderwijssysteem, de ondersteuning ontvangen die zij nodig hebben om effectieve deelname aan het onderwijs te vergemakkelijken;

e) doeltreffende, aan het individu aangepaste, ondersteunende maatregelen worden genomen in omgevingen waarin de cognitieve en sociale ontwikkeling wordt geoptimaliseerd, overeenkomstig het doel van onderwijs waarbij niemand wordt uitgesloten.

3. Les Etats Parties donnent aux personnes handicapées la possibilité d'acquérir les compétences pratiques et sociales nécessaires de façon à faciliter leur pleine et égale participation au système d'enseignement et à la vie de la communauté. A cette fin, les Etats Parties prennent des mesures appropriées, notamment :

a) Facilitent l'apprentissage du braille, de l'écriture adaptée et des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative, le développement des capacités d'orientation et de la mobilité, ainsi que le soutien par les pairs et le mentorat;

b) Facilitent l'apprentissage de la langue des signes et la promotion de l'identité linguistique des personnes sourdes;

c) Veillent à ce que les personnes aveugles, sourdes ou sourdes et aveugles - en particulier les enfants - reçoivent un enseignement dispensé dans la langue et par le biais des modes et moyens de communication qui conviennent le mieux à chacun, et ce, dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la sociabilisation.

4. Afin de faciliter l'exercice de ce droit, les Etats Parties prennent des mesures appropriées pour employer des enseignants, y compris des enseignants handicapés, qui ont une qualification en langue des signes ou en braille et pour former les cadres et personnels éducatifs à tous les niveaux. Cette formation comprend la sensibilisation aux handicaps et l'utilisation des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative et des techniques et matériels pédagogiques adaptés aux personnes handicapées.

5. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. A cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées.

Article 25

Santé

Les Etats Parties reconnaissent que les personnes handicapées ont le droit de jouir du meilleur état de santé possible sans discrimination fondée sur le handicap. Ils prennent toutes les mesures appropriées pour leur assurer l'accès à des services de santé qui prennent en compte les sexospécificités, y compris des services de réadaptation. En particulier, les Etats Parties :

a) Fournissent aux personnes handicapées des services de santé gratuits ou d'un coût abordable couvrant la même gamme et de la même qualité que ceux offerts aux autres personnes, y compris des services de santé sexuelle et génésique et des programmes de santé publique communautaires;

b) Fournissent aux personnes handicapées les services de santé dont celles-ci ont besoin en raison spécifiquement de leur handicap, y compris des services de dépistage précoce et, s'il y a lieu, d'intervention précoce, et des services destinés à réduire au maximum ou à prévenir les nouveaux handicaps, notamment chez les enfants et les personnes âgées;

c) Fournissent ces services aux personnes handicapées aussi près que possible de leur communauté, y compris en milieu rural;

d) Exigent des professionnels de la santé qu'ils dispensent aux personnes handicapées des soins de la même qualité que ceux dispensés aux autres, notamment qu'ils obtiennent le consentement libre et éclairé des personnes handicapées concernées; à cette fin, les Etats Parties mènent des activités de formation et promulguent des règles déontologiques pour les secteurs public et privé de la santé de façon, entre autres, à sensibiliser les personnels aux droits de l'homme, à la dignité, à l'autonomie et aux besoins des personnes handicapées;

e) Interdisent dans le secteur des assurances la discrimination à l'encontre des personnes handicapées, qui doivent pouvoir obtenir à des conditions équitables et raisonnables une assurance maladie et, dans les pays où elle est autorisée par le droit national, une assurance-vie;

f) Empêchent tout refus discriminatoire de fournir des soins ou services médicaux ou des aliments ou des liquides en raison d'un handicap.

3. De Staten die Partij zijn stellen personen met een handicap in staat praktische en sociale vaardigheden op te doen, teneinde hun volledige deelname aan het onderwijs en in het gemeenschapsleven op voet van gelijkheid te vergemakkelijken. Daartoe nemen de Staten die Partij zijn passende maatregelen, waaronder :

a) het vergemakkelijken van het leren van braille, alternatieve schrijfwijzen, het gebruik van ondersteunende en alternatieve communicatiemethoden, -middelen en -vormen, alsmede het opdoen van vaardigheden op het gebied van oriëntatie en mobiliteit en het vergemakkelijken van ondersteuning en begeleiding door lotgenoten;

b) het leren van gebarentaal vergemakkelijken en de taalkundige identiteit van de gemeenschap van doven bevorderen;

c) waarborgen dat het onderwijs voor personen, en in het bijzonder voor kinderen, die blind, doof of doofblind zijn, plaatsvindt in de talen en met de communicatiemethoden en -middelen die het meest geschikt zijn voor de desbetreffende persoon en in een omgeving waarin hun cognitieve en sociale ontwikkeling worden geoptimaliseerd.

4. Teneinde de uitoefening van dit recht te vergemakkelijken, nemen de Staten die Partij zijn passende maatregelen om leerkrachten aan te stellen, met inbegrip van leerkrachten met een handicap, die zijn opgeleid voor gebarentaal en/of braille, en leidinggevenden en medewerkers op te leiden die op alle niveaus van het onderwijs werkzaam zijn. Bij deze opleiding moeten de studenten worden getraind in het omgaan met personen met een handicap en het gebruik van de desbetreffende ondersteunende communicatie en andere methoden, middelen en vormen van en voor communicatie, onderwijstechnieken en materialen om personen met een handicap te ondersteunen.

5. De Staten die Partij zijn waarborgen dat personen met een handicap, zonder discriminatie en op voet van gelijkheid met anderen, toegang verkrijgen tot het tertiair onderwijs, beroepsopleidingen, volwassenenonderwijs en een leven lang leren. Daartoe waarborgen de Staten die Partij zijn dat redelijke aanpassingen worden verschaft aan personen met een handicap.

Artikel 25

Gezondheid

De Staten die Partij zijn erkennen dat personen met een handicap zonder discriminatie op grond van hun handicap recht hebben op het genot van het hoogst haalbare niveau van gezondheid. De Staten die Partij zijn nemen alle passende maatregelen om personen met een handicap de toegang te waarborgen tot diensten op het gebied van geslachtsspecifieke gezondheidszorg, met inbegrip van revalidatie. In het bijzonder zullen de Staten die Partij zijn :

a) personen met een handicap voorzien van hetzelfde aanbod met dezelfde kwaliteit en volgens dezelfde normen voor gratis of betaalbare gezondheidszorg en -programma's die aan anderen worden verstrekt, waaronder op het gebied van seksuele en reproductieve gezondheid, en aan de populatie aangepaste programma's op het gebied van volkgezondheid;

b) die diensten op het gebied van gezondheidszorg verschaffen die personen met een handicap in het bijzonder vanwege hun handicap behoeven, waaronder vroegtijdig opsporen en, zondig, ingrijpen, alsook diensten om het ontstaan van nieuwe handicaps te beperken en te voorkomen, ook onder kinderen en ouderen;

c) deze gezondheidsdiensten zo dicht mogelijk bij de eigen gemeenschap van de mensen verschaffen, ook op het platteland;

d) van vakspecialisten in de gezondheidszorg eisen dat zij aan personen met een handicap zorg van dezelfde kwaliteit verlenen als aan anderen, met name dat zij de vrij, op basis van goede informatie, gegeven toestemming verkrijgen van de betrokken persoon met een handicap, door onder andere de bewustwording bij het personeel van de mensenrechten, waardigheid, autonomie en behoeften van personen met een handicap te vergroten door middel van training en het vaststellen van ethische normen voor de publieke en private gezondheidszorg;

e) In de verzekeringssector de discriminatie van personen met een handicap verbieden, zodat zij aan redelijke en billijke voorwaarden een ziektekostenverzekering en, indien een dergelijke verzekering is toegestaan volgens het nationale recht, een levensverzekering kunnen krijgen;

f) voorkomen dat gezondheidszorg, gezondheidsdiensten, voedsel en vloeistoffen op discriminatoire gronden vanwege een handicap worden ontzegd.

Article 26

Adaptation et réadaptation

1. Les Etats Parties prennent des mesures efficaces et appropriées, faisant notamment intervenir l'entraide entre pairs, pour permettre aux personnes handicapées d'atteindre et de conserver le maximum d'autonomie, de réaliser pleinement leur potentiel physique, mental, social et professionnel, et de parvenir à la pleine intégration et à la pleine participation à tous les aspects de la vie. A cette fin, les Etats Parties organisent, renforcent et développent des services et programmes diversifiés d'adaptation et de réadaptation, en particulier dans les domaines de la santé, de l'emploi, de l'éducation et des services sociaux, de telle sorte que ces services et programmes :

a) Commencent au stade le plus précoce possible et soient fondés sur une évaluation pluridisciplinaire des besoins et des atouts de chacun;

b) Facilitent la participation et l'intégration à la communauté et à tous les aspects de la société, soient librement acceptés et soient mis à la disposition des personnes handicapées aussi près que possible de leur communauté, y compris dans les zones rurales.

2. Les Etats Parties favorisent le développement de la formation initiale et continue des professionnels et personnels qui travaillent dans les services d'adaptation et de réadaptation.

3. Les Etats Parties favorisent l'offre, la connaissance et l'utilisation d'appareils et de technologies d'aide, conçus pour les personnes handicapées, qui facilitent l'adaptation et la réadaptation.

Article 27

Travail et emploi

1. Les Etats Parties reconnaissent aux personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, le droit au travail, notamment à la possibilité de gagner leur vie en accomplissant un travail librement choisi ou accepté sur un marché du travail et dans un milieu de travail ouverts, favorisant l'inclusion et accessibles aux personnes handicapées. Ils garantissent et favorisent l'exercice du droit au travail, y compris pour ceux qui ont acquis un handicap en cours d'emploi, en prenant des mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour notamment :

a) Interdire la discrimination fondée sur le handicap dans tout ce qui a trait à l'emploi sous toutes ses formes, notamment les conditions de recrutement, d'embauche et d'emploi, le maintien dans l'emploi, l'avancement et les conditions de sécurité et d'hygiène au travail;

b) Protéger le droit des personnes handicapées à bénéficier, sur la base de l'égalité avec les autres, de conditions de travail justes et favorables, y compris l'égalité des chances et l'égalité de rémunération à travail égal, la sécurité et l'hygiène sur les lieux de travail, la protection contre le harcèlement et des procédures de règlement des griefs;

c) Faire en sorte que les personnes handicapées puissent exercer leurs droits professionnels et syndicaux sur la base de l'égalité avec les autres;

d) Permettre aux personnes handicapées d'avoir effectivement accès aux programmes d'orientation technique et professionnel, aux services de placement et aux services de formation professionnelle et continue offerts à la population en général;

e) Promouvoir les possibilités d'emploi et d'avancement des personnes handicapées sur le marché du travail, ainsi que l'aide à la recherche et à l'obtention d'un emploi, au maintien dans l'emploi et au retour à l'emploi;

f) Promouvoir les possibilités d'exercice d'une activité indépendante, l'esprit d'entreprise, l'organisation de coopératives et la création d'entreprise;

g) Employer des personnes handicapées dans le secteur public;

h) Favoriser l'emploi de personnes handicapées dans le secteur privé en mettant en œuvre des politiques et mesures appropriées, y compris le cas échéant des programmes d'action positive, des incitations et d'autres mesures;

i) Faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés aux lieux de travail en faveur des personnes handicapées;

j) Favoriser l'acquisition par les personnes handicapées d'une expérience professionnelle sur le marché du travail général;

Artikel 26

Integratie en participatie

1. De Staten die Partij zijn nemen doeltreffende en passende maatregelen, onder andere via ondersteuning door lotgenoten, om personen met een handicap in staat te stellen de maximaal mogelijke onafhankelijkheid, fysieke, mentale, sociale en beroepsmatige vaardigheden te behouden en volledige opname en participatie in alle aspecten van het leven te bereiken. Daartoe organiseren en versterken de Staten die Partij zijn uitgebreide diensten en programma's op het gebied van integratie en participatie en breiden zij deze uit, met name op het gebied van gezondheid, werkgelegenheid, onderwijs en sociale diensten en wel zodanig dat deze diensten en programma's :

a) in een zo vroeg mogelijk stadium beginnen en gebaseerd zijn op een multidisciplinaire inventarisatie van de behoeften en mogelijkheden van de persoon in kwestie;

b) de participatie en opname in de gemeenschap en alle aspecten van de samenleving ondersteunen, vrijwillig zijn en beschikbaar zijn voor personen met een handicap, zo dicht mogelijk bij hun eigen gemeenschappen, ook op het platteland.

2. De Staten die Partij zijn stimuleren de ontwikkeling van basis- en vervolstrainingen voor vakspecialisten en personeel dat werkzaam is in de dienstverlening op het vlak van integratie en participatie.

3. De Staten die Partij zijn stimuleren de beschikbaarheid, kennis en het gebruik van ondersteunende apparaten en technologieën die zijn ontworpen voor personen met een handicap, voor zover zij betrekking hebben op integratie en participatie.

Artikel 27

Werk en werkgelegenheid

1. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van personen met een handicap op werk, op voet van gelijkheid met anderen; dit omvat het recht op de mogelijkheid in het levensonderhoud te voorzien door middel van vrij gekozen of aanvaard werk op een open arbeidsmarkt en in een open werkomgeving, waar inclusie wordt bevorderd en die toegankelijk zijn voor personen met een handicap. De Staten die Partij zijn waarborgen en bevorderen de uitoefening van het recht op werk, met inbegrip van personen die een handicap verwierven tijdens de uitoefening van hun functie, door het nemen van passende maatregelen, onder meer door middel van wetgeving, teneinde onder andere :

a) discriminatie op grond van handicap te verbieden met betrekking tot alle aangelegenheden betreffende alle vormen van werkgelegenheid, waaronder voorwaarden voor de werving, aanstelling en indiensttreding, voortzetting van het dienstverband, carrièremogelijkheden en een veilige en gezonde werkomgeving;

b) het recht van personen met een handicap op rechtmatige en gunstige arbeidsomstandigheden op voet van gelijkheid met anderen te beschermen, met inbegrip van gelijke kansen en gelijke beloning voor werk van gelijke waarde, een veilige en gezonde werkomgeving, waaronder bescherming tegen intimidatie, alsmede de mogelijkheid tot rechtsherstel bij grieven;

c) te waarborgen dat personen met een handicap hun arbeids- en vakbondsrechten op voet van gelijkheid met anderen kunnen uitoefenen;

d) personen met een handicap in staat te stellen effectieve toegang te krijgen tot technische en algemene beroepskeuze voorlichtingsprogramma's, arbeidsbemiddeling, beroeps- en vervolgopleidingen die openstaan voor het publiek;

e) de kans op werk en carrièremogelijkheden voor personen met een handicap op de arbeidsmarkt te bevorderen, alsmede hen te ondersteunen bij het vinden, verwerven en behouden van werk, dan wel de terugkeer naar tewerkstelling;

f) de kansen te bevorderen om te werken als zelfstandige, op het ondernemerschap, het ontwikkelen van samenwerkingverbanden en een eigen bedrijf te beginnen;

g) personen met een handicap in dienst te nemen in de publieke sector;

h) de werkgelegenheid voor personen met een handicap in de private sector te bevorderen door middel van passend beleid en passende maatregelen, waaronder voorkeursbeleid, aanmoedigingspremies en andere maatregelen;

i) te waarborgen dat op de werkplek wordt voorzien in redelijke aanpassingen voor personen met een handicap;

j) te bevorderen dat personen met een handicap werkervaring kunnen opdoen op de open arbeidsmarkt;

k) Promouvoir des programmes de réadaptation technique et professionnelle, de maintien dans l'emploi et de retour à l'emploi pour les personnes handicapées.

2. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées ne soient tenues ni en esclavage ni en servitude, et à ce qu'elles soient protégées, sur la base de l'égalité avec les autres, contre le travail forcé ou obligatoire.

Article 28

Niveau de vie adéquat et protection sociale

1. Les Etats Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à un niveau de vie adéquat pour elles-mêmes et pour leur famille, notamment une alimentation, un habillement et un logement adéquats, et à une amélioration constante de leurs conditions de vie et prennent des mesures appropriées pour protéger et promouvoir l'exercice de ce droit sans discrimination fondée sur le handicap.

2. Les Etats Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à la protection sociale et à la jouissance de ce droit sans discrimination fondée sur le handicap et prennent des mesures appropriées pour protéger et promouvoir l'exercice de ce droit, y compris des mesures destinées à :

a) Assurer aux personnes handicapées l'égalité d'accès aux services d'eau salubre et leur assurer l'accès à des services, appareils et accessoires et autres aides répondant aux besoins créés par leur handicap qui soient appropriés et abordables;

b) Assurer aux personnes handicapées, en particulier aux femmes et aux filles et aux personnes âgées, l'accès aux programmes de protection sociale et aux programmes de réduction de la pauvreté;

c) Assurer aux personnes handicapées et à leurs familles, lorsque celles-ci vivent dans la pauvreté, l'accès à l'aide publique pour couvrir les frais liés au handicap, notamment les frais permettant d'assurer adéquatement une formation, un soutien psychologique, une aide financière ou une prise en charge de répit;

d) Assurer aux personnes handicapées l'accès aux programmes de logements sociaux;

e) Assurer aux personnes handicapées l'égalité d'accès aux programmes et prestations de retraite.

Article 29

Participation à la vie politique et à la vie publique

Les Etats Parties garantissent aux personnes handicapées la jouissance des droits politiques et la possibilité de les exercer sur la base de l'égalité avec les autres, et s'engagent :

a) A faire en sorte que les personnes handicapées puissent effectivement et pleinement participer à la vie politique et à la vie publique sur la base de l'égalité avec les autres, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, notamment qu'elles aient le droit et la possibilité de voter et d'être élues, et pour cela les Etats Parties, entre autres mesures :

i) Veillent à ce que les procédures, équipements et matériels électoraux soient appropriés, accessibles et faciles à comprendre et à utiliser;

ii) Protègent le droit qu'ont les personnes handicapées de voter à bulletin secret et sans intimidation aux élections et référendums publics, de se présenter aux élections et d'exercer effectivement un mandat électif ainsi que d'exercer toutes fonctions publiques à tous les niveaux de l'Etat, et facilitent, s'il y a lieu, le recours aux technologies d'assistance et aux nouvelles technologies;

iii) Garantissent la libre expression de la volonté des personnes handicapées en tant qu'électeurs et à cette fin si nécessaire, et à leur demande, les autorisent à se faire assister d'une personne de leur choix pour voter;

b) A promouvoir activement un environnement dans lequel les personnes handicapées peuvent effectivement et pleinement participer à la conduite des affaires publiques, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, et à encourager leur participation aux affaires publiques, notamment par le biais :

i) De leur participation aux organisations non gouvernementales et associations qui s'intéressent à la vie publique et politique du pays, et de leur participation aux activités et à l'administration des partis politiques;

ii) De la constitution d'organisations de personnes handicapées pour les représenter aux niveaux international, national, régional et local et de l'adhésion à ces organisations.

k) de beroepsmatige en professionele re-integratie van en programma's ten behoeve van het behoud van hun baan en terugkeer naar tewerkstelling voor personen met een handicap te bevorderen.

2. De Staten die Partij zijn waarborgen dat personen met een handicap niet in slavernij worden gehouden of anderszins worden gedwongen tot het verrichten van arbeid en op voet van gelijkheid met anderen worden beschermd tegen gedwongen of verplichte arbeid.

Artikel 28

Behoorlijke levensstandaard en sociale bescherming

1. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van personen met een handicap op een behoorlijke levensstandaard voor henzelf en voor hun gezinnen, met inbegrip van voldoende voeding, kleding en huisvesting en op de voortdurende verbetering van hun levensomstandigheden, en nemen passende maatregelen om de uitoefening van dit recht zonder discriminatie op grond van handicap te beschermen en te bevorderen.

2. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van personen met een handicap op het gebied van sociale bescherming en op het genot van dat recht zonder discriminatie op grond van handicap, en nemen passende maatregelen om de verwezenlijking van dat recht te waarborgen en te stimuleren, met inbegrip van maatregelen om :

a) de gelijke toegang voor personen met een handicap tot voorzieningen op het gebied van zuiver water te waarborgen, alsmede toegang te waarborgen tot passende en betaalbare diensten, instrumenten en andere vormen van ondersteuning voor aan de handicap gerelateerde behoeften;

b) de toegang voor personen met een handicap, in het bijzonder voor vrouwen, meisjes en ouderen, tot programma's voor sociale bescherming en het terugdringen van de armoede te waarborgen;

c) voor personen met een handicap en hun gezinnen die in armoede leven de toegang tot hulp van de overheid te waarborgen, voor aan de handicap gerelateerde kosten, met inbegrip van adequate training, advisering, financiële hulp en mantelzorgondersteunende zorg;

d) de toegang voor personen met een handicap te waarborgen tot sociale huisvestingsprogramma's;

e) de toegang voor personen met een handicap te waarborgen tot pensioensluitkeringen en -programma's.

Artikel 29

Participatie in het politieke en openbare leven

De Staten die Partij zijn garanderen personen met een handicap politieke rechten en de mogelijkheid deze op voet van gelijkheid met anderen uit te oefenen, en verplichten zich :

a) te waarborgen dat personen met een handicap daadwerkelijk en ten volle kunnen participeren in het politieke en openbare leven, hetzij rechtstreeks, hetzij via vrij gekozen vertegenwoordigers, met inbegrip van het recht, en de gelegenheid, voor personen met een handicap hun stem uit te brengen en gekozen te worden, onder andere door :

i) te waarborgen dat de stemprocedures, -faciliteiten en voorzieningen adequaat, toegankelijk en gemakkelijk te begrijpen en te gebruiken zijn;

ii) het recht van personen met een handicap te beschermen om in het geheim hun stem uit te brengen bij verkiezingen en publieksreferenda zonder intimidatie en om zich verkiesbaar te stellen, op alle niveaus van de overheid een functie te bekleden en alle openbare taken uit te oefenen, waarbij het gebruik van ondersteunende en nieuwe technologieën, indien van toepassing, wordt vergemakkelijkt;

iii) de vrije wilsuiting van personen met een handicap als kiezers te waarborgen en daartoe, waar nodig, op hun verzoek ondersteuning toe te staan bij het uitbrengen van hun stem door een persoon van hun eigen keuze;

b) actief een omgeving te bevorderen waarin personen met een handicap daadwerkelijk en ten volle kunnen participeren in de uitoefening van openbare functies, zonder discriminatie en op voet van gelijkheid met anderen en hun participatie in publieke aangelegenheden aan te moedigen, waaronder :

i) de participatie in non-gouvernementele organisaties en verenigingen die zich bezighouden met het openbare en politieke leven in het land en in de activiteiten en het bestuur van politieke partijen;

ii) het oprichten en zich aansluiten bij organisaties van personen met een handicap die hen vertegenwoordigen op internationaal, nationaal, regionaal en lokaal niveau.

Article 30

Participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports

1. Les Etats Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées de participer à la vie culturelle, sur la base de l'égalité avec les autres, et prennent toutes mesures appropriées pour faire en sorte qu'elles :

- a) Aient accès aux produits culturels dans des formats accessibles;
- b) Aient accès aux émissions de télévision, aux films, aux pièces de théâtre et autres activités culturelles dans des formats accessibles;
- c) Aient accès aux lieux d'activités culturelles tels que les théâtres, les musées, les cinémas, les bibliothèques et les services touristiques, et, dans la mesure du possible, aux monuments et sites importants pour la culture nationale.

2. Les Etats Parties prennent des mesures appropriées pour donner aux personnes handicapées la possibilité de développer et de réaliser leur potentiel créatif, artistique et intellectuel, non seulement dans leur propre intérêt, mais aussi pour l'enrichissement de la société.

3. Les Etats Parties prennent toutes mesures appropriées, conformément au droit international, pour faire en sorte que les lois protégeant les droits de propriété intellectuelle ne constituent pas un obstacle déraisonnable ou discriminatoire à l'accès des personnes handicapées aux produits culturels.

4. Les personnes handicapées ont droit, sur la base de l'égalité avec les autres, à la reconnaissance et au soutien de leur identité culturelle et linguistique spécifique, y compris les langues des signes et la culture des sourds.

5. Afin de permettre aux personnes handicapées de participer, sur la base de l'égalité avec les autres, aux activités récréatives, de loisir et sportives, les Etats Parties prennent des mesures appropriées pour :

- a) Encourager et promouvoir la participation, dans toute la mesure possible, de personnes handicapées aux activités sportives ordinaires à tous les niveaux;
- b) Faire en sorte que les personnes handicapées aient la possibilité d'organiser et de mettre au point des activités sportives et récréatives qui leur soient spécifiques et d'y participer, et, à cette fin, encourager la mise à leur disposition, sur la base de l'égalité avec les autres, de moyens d'entraînements, de formations et de ressources appropriés;
- c) Faire en sorte que les personnes handicapées aient accès aux lieux où se déroulent des activités sportives, récréatives et touristiques;
- d) Faire en sorte que les enfants handicapés puissent participer, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, aux activités ludiques, récréatives, de loisir et sportives, y compris dans le système scolaire;
- e) Faire en sorte que les personnes handicapées aient accès aux services des personnes et organismes chargés d'organiser des activités récréatives, de tourisme et de loisir et des activités sportives.

Article 31

Statistiques et collecte des données

1. Les Etats Parties s'engagent à recueillir des informations appropriées, y compris des données statistiques et résultats de recherches, qui leur permettent de formuler et d'appliquer des politiques visant à donner effet à la présente Convention. Les procédures de collecte et de conservation de ces informations respectent :

- a) Les garanties légales, y compris celles qui découlent de la législation sur la protection des données, afin d'assurer la confidentialité et le respect de la vie privée des personnes handicapées;
- b) Les normes internationalement acceptées de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les principes éthiques qui régissent la collecte et l'exploitation des statistiques.

2. Les informations recueillies conformément au présent article sont désagrégées, selon qu'il convient, et utilisées pour évaluer la façon dont les Etats Parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la présente Convention et identifier et lever les obstacles que rencontrent les personnes handicapées dans l'exercice de leurs droits.

3. Les Etats Parties ont la responsabilité de diffuser ces statistiques et veillent à ce qu'elles soient accessibles aux personnes handicapées et autres personnes.

Artikel 30

Deelname aan het culturele leven, recreatie, vrijetijdsbesteding en sport

1. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van personen met een handicap om op voet van gelijkheid met anderen deel te nemen aan het culturele leven en nemen alle passende maatregelen om te waarborgen dat personen met een handicap :

- a) toegang hebben tot cultuur in toegankelijke vorm;
- b) toegang hebben tot televisieprogramma's, films, theater en andere culturele activiteiten in toegankelijke vorm;
- c) toegang hebben tot plaatsen voor culturele activiteiten, zoals theaters, musea, bioscopen, bibliotheken en dienstverlening op het gebied van toerisme en zo veel als mogelijk toegang hebben tot monumenten en plaatsen van nationaal cultureel belang.

2. De Staten die Partij zijn nemen alle passende maatregelen om personen met een handicap de kans te bieden hun creatieve, artistieke en intellectuele mogelijkheden te ontwikkelen en gebruiken, niet alleen ten eigen bate maar ook ter verrijking van de maatschappij.

3. De Staten die Partij zijn nemen alle passende maatregelen in overeenstemming met het internationale recht om te waarborgen dat wetgeving ter bescherming van de intellectuele eigendom geen onredelijke of discriminatoire belemmering vormt voor de toegang van personen met een handicap tot cultuur.

4. Personen met een handicap hebben op voet van gelijkheid met anderen recht op erkenning en ondersteuning van hun specifieke culturele en taalkundige identiteit, met inbegrip van gebarentalen en dovencultuur.

5. Teneinde personen met een handicap in staat te stellen op voet van gelijkheid met anderen deel te nemen aan recreatie, vrijetijdsbesteding en sportactiviteiten, nemen de Staten die Partij zijn passende maatregelen om :

- a) de deelname van personen met een handicap aan algemene sportactiviteiten op alle niveaus zo veel mogelijk aan te moedigen en te bevorderen;
- b) te waarborgen dat personen met een handicap de kans krijgen handicapspecifieke sport- en recreatieactiviteiten te organiseren, ontwikkelen en daaraan deel te nemen en daartoe te bevorderen dat hen op voet van gelijkheid met anderen aangepaste training, instructieprogramma's en middelen worden verschaft;
- c) te waarborgen dat personen met een handicap toegang hebben tot sport-, recreatie- en toeristische locaties;
- d) te waarborgen dat kinderen met een handicap op voet van gelijkheid met andere kinderen kunnen deelnemen aan spel-, recreatie-, vrije tijds- en sportactiviteiten, met inbegrip van activiteiten in schoolverband;
- e) te waarborgen dat personen met een handicap toegang hebben tot diensten van degenen die betrokken zijn bij de organisatie van recreatie-, toeristische, vrijetijds- en sportactiviteiten.

Artikel 31

Statistieken en het verzamelen van gegevens

1. De Staten die Partij zijn verbinden zich ertoe om relevante informatie te verzamelen, met inbegrip van statistische en onderzoeksgegevens, teneinde hen in staat te stellen beleid te formuleren en te implementeren ter uitvoering van dit Verdrag. De procedures voor het verzamelen en actualiseren van deze informatie :

- a) dienen te voldoen aan wettelijk vastgestelde waarborgen, met inbegrip van wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens teneinde de vertrouwelijkheid en de eerbiediging van het privé-leven van personen met een handicap te waarborgen;
- b) dienen te voldoen aan internationaal aanvaarde normen ter bescherming van de rechten van de mens en fundamentele vrijheden en ethische grondbeginselen bij het verzamelen en gebruik van statistieken.

2. De in overeenstemming met dit artikel verzamelde informatie wordt op passende wijze ontleed en gebruikt voor de tenuitvoerlegging van de verplichtingen van de Staten die Partij zijn uit hoofde van dit Verdrag en bij het opsporen en aanpakken van de belemmeringen waarmee personen met een handicap geconfronteerd worden bij het uitoefenen van hun rechten.

3. De Staten die Partij zijn aanvaarden de verantwoordelijkheid voor de verspreiding van deze statistieken en waarborgen dat deze toegankelijk zijn voor zowel personen met een handicap als anderen.

Article 32

Coopération internationale

1. Les Etats Parties reconnaissent l'importance de la coopération internationale et de sa promotion, à l'appui des efforts déployés au niveau national pour la réalisation de l'objet et des buts de la présente Convention, et prennent des mesures appropriées et efficaces à cet égard, entre eux et, s'il y a lieu, en partenariat avec les organisations internationales et régionales compétentes et la société civile, en particulier les organisations de personnes handicapées. Ils peuvent notamment prendre des mesures destinées à :

a) Faire en sorte que la coopération internationale - y compris les programmes internationaux de développement - prenne en compte les personnes handicapées et leur soit accessible;

b) Faciliter et appuyer le renforcement des capacités, notamment grâce à l'échange et au partage d'informations, d'expériences, de programmes de formation et de pratiques de référence;

c) Faciliter la coopération aux fins de la recherche et de l'accès aux connaissances scientifiques et techniques;

d) Apporter, s'il y a lieu, une assistance technique et une aide économique, y compris en facilitant l'acquisition et la mise en commun de technologies d'accès et d'assistance et en opérant des transferts de technologie.

2. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de l'obligation dans laquelle se trouve chaque Etat Partie de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

Article 33

Application et suivi au niveau national

1. Les Etats Parties désignent, conformément à leur système de gouvernement, un ou plusieurs points de contact pour les questions relatives à l'application de la présente Convention et envisagent dûment de créer ou désigner, au sein de leur administration, un dispositif de coordination chargé de faciliter les actions liées à cette application dans différents secteurs et à différents niveaux.

2. Les Etats Parties, conformément à leurs systèmes administratif et juridique, maintiennent, renforcent, désignent ou créent, au niveau interne, un dispositif, y compris un ou plusieurs mécanismes indépendants, selon qu'il conviendra, de promotion, de protection et de suivi de l'application de la présente Convention. En désignant ou en créant un tel mécanisme, ils tiennent compte des principes applicables au statut et au fonctionnement des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme.

3. La société civile - en particulier les personnes handicapées et les organisations qui les représentent - est associée et participe pleinement à la fonction de suivi.

Article 34

Comité des droits des personnes handicapées

1. Il est institué un Comité des droits des personnes handicapées (ci-après dénommé « le Comité ») qui s'acquitte des fonctions définies ci-après.

2. Le Comité se compose, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention, de douze experts. Après soixante ratifications et adhésions supplémentaires à la Convention, il sera ajouté six membres au Comité, qui atteindra alors sa composition maximum de dix-huit membres.

3. Les membres du Comité siègent à titre personnel et sont des personnalités d'une haute autorité morale et justifiant d'une compétence et d'une expérience reconnues dans le domaine auquel s'applique la présente Convention. Les Etats Parties sont invités, lorsqu'ils désignent leurs candidats, à tenir dûment compte de la disposition énoncée au paragraphe 3 de l'article 4 de la présente Convention.

4. Les membres du Comité sont élus par les Etats Parties, compte tenu des principes de répartition géographique équitable, de représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, de représentation équilibrée des sexes et de participation d'experts handicapés.

5. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de candidats désignés par les Etats Parties parmi leurs ressortissants, lors de réunions de la Conférence des Etats Parties. A ces réunions, où le quorum est constitué par les deux tiers des Etats Parties, sont élus membres du Comité les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats

Artikel 32

Internationale samenwerking

1. De Staten die Partij zijn onderkennen het belang van internationale samenwerking en de bevordering daarvan ter ondersteuning van nationale inspanningen ter verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag, en treffen passende en doeltreffende maatregelen in dit verband tussen Staten en, waar toepasselijk, in de vorm van een samenwerkingsverband met relevante internationale en regionale organisaties en het maatschappelijk middenveld, in het bijzonder organisaties van personen met een handicap. Deze maatregelen kunnen onder meer bestaan uit :

a) het waarborgen dat internationale samenwerking, met inbegrip van internationale ontwikkelingsprogramma's, toegankelijk is voor personen met een handicap en dat daarbij niemand uitgesloten wordt;

b) het vergemakkelijken en ondersteunen van capaciteitsopbouw, onder meer door het uitwisselen en delen van informatie, ervaringen, trainingsprogramma's en goede praktijken;

c) het vergemakkelijken van samenwerking bij onderzoek en toegang tot wetenschappelijke en technische kennis;

d) het waar nodig verschaffen van technische en economische ondersteuning, onder meer door het vergemakkelijken van de toegang tot en het delen van toegankelijke en ondersteunende technologieën en door de overdracht van technologieën.

2. De bepalingen van dit artikel laten de verplichtingen uit hoofde van dit Verdrag van alle Staten die Partij zijn onverlet.

Artikel 33

Nationale tenuitvoerlegging en toezicht

1. De Staten die Partij zijn wijzen binnen hun administratieve organisatie een of meer contactpunten aan voor aangelegenheden die betrekking hebben op de uitvoering van dit Verdrag en besteden naar behoren aandacht aan het instellen van een coördinatiesysteem binnen de overheid teneinde het nemen van maatregelen in verschillende sectoren en op verschillende niveaus te vergemakkelijken.

2. In overeenstemming met hun rechts- en administratieve systeem onderhouden en versterken de Staten die Partij zijn op hun grondgebied een kader, met onder meer een of meer onafhankelijke instanties, al naargelang, om de uitvoering van dit Verdrag te bevorderen, te beschermen en op te volgen of wijzen daarvoor een instantie aan of richten die op. Bij het aanwijzen of oprichten van een dergelijke instantie houden de Staten die Partij zijn rekening met de beginselen betreffende de status en het functioneren van nationale instellingen voor de bescherming en bevordering van de rechten van de mens.

3. Het maatschappelijk middenveld, in het bijzonder personen met een handicap en de organisaties die hen vertegenwoordigen, wordt betrokken bij en participeert volledig bij de opvolging.

Artikel 34

Comité voor de rechten van personen met een handicap

1. Er wordt een Comité voor de Rechten van Personen met een Handicap ingesteld (hierna te noemen « het Comité ») dat de hieronder te noemen functies uitoefent.

2. Het Comité zal, op het tijdstip waarop dit Verdrag in werking treedt, bestaan uit twaalf deskundigen. Zodra nogmaals zestig Staten het Verdrag hebben bekrachtigd en ertoe zijn toegetreden, nemen nog zes personen zitting in het Comité, zodat het maximum aantal leden van 18 wordt bereikt.

3. De leden van het Comité nemen ten persoonlijke titel zitting en dienen van hoog zedelijk aanzien en erkende bekwaamheid, op het gebied dat dit Verdrag bestrijkt, te zijn. De Staten die Partij zijn worden verzocht bij de voordracht van hun kandidaten naar behoren rekening te houden met de bepaling vervat in artikel 4, derde lid, van dit Verdrag.

4. De leden van het Comité worden gekozen door de Staten die Partij zijn, waarbij rekening wordt gehouden met een billijke geografische spreiding, vertegenwoordiging van de uiteenlopende beschavingen en van de voornaamste rechtsstelsels, een evenwichtige gendervertegenwoordiging en deelname door deskundigen met een handicap.

5. De leden van het Comité worden gekozen tijdens vergaderingen van de Conferentie van Staten die partij zijn door middel van geheime stemming uit een lijst van personen, die door de Staten die Partij zijn uit hun onderdanen worden aangewezen. Tijdens deze vergaderingen, waarvoor twee derde van de Staten die Partij zijn het quorum vormen, zijn degenen die in het Comité zijn gekozen, die personen, die het

Parties présents et votants.

6. La première élection aura lieu dans les six mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies invitera par écrit les Etats Parties à proposer leurs candidats dans un délai de deux mois. Le Secrétaire général dressera ensuite la liste alphabétique des candidats ainsi désignés, en indiquant les Etats Parties qui les ont désignés, et la communiquera aux Etats Parties à la présente Convention.

7. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles une fois. Toutefois, le mandat de six des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, les noms de ces six membres sont tirés au sort par le Président de la réunion visée au paragraphe 5 du présent article.

8. L'élection des six membres additionnels du Comité se fera dans le cadre d'élections ordinaires, conformément aux dispositions du présent article.

9. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, ou si, pour toute autre raison, un membre déclare ne plus pouvoir exercer ses fonctions, l'Etat Partie qui avait présenté sa candidature nomme un autre expert possédant les qualifications et répondant aux conditions énoncées dans les dispositions pertinentes du présent article pour pourvoir le poste ainsi vacant jusqu'à l'expiration du mandat correspondant.

10. Le Comité adopte son règlement intérieur.

11. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention et convoque sa première réunion.

12. Les membres du Comité reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale des Nations unies, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations unies dans les conditions fixées par l'Assemblée générale, eu égard à l'importance des fonctions du Comité.

13. Les membres du Comité bénéficient des facilités, privilèges et immunités accordés aux experts en mission pour l'Organisation des Nations unies, tels qu'ils sont prévus dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations unies.

Article 35

Rapports des Etats Parties

1. Chaque Etat Partie présente au Comité, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, un rapport détaillé sur les mesures qu'il a prises pour s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente Convention et sur les progrès accomplis à cet égard, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour l'Etat Partie intéressé.

2. Les Etats Parties présentent ensuite des rapports complémentaires au moins tous les quatre ans, et tous autres rapports demandés par le Comité.

3. Le Comité adopte, le cas échéant, des directives relatives à la teneur des rapports.

4. Les Etats Parties qui ont présenté au Comité un rapport initial détaillé n'ont pas, dans les rapports qu'ils lui présentent ensuite, à répéter les informations déjà communiquées. Les Etats Parties sont invités à établir leurs rapports selon une procédure ouverte et transparente et tenant dûment compte de la disposition énoncée au paragraphe 3 de l'article 4 de la présente Convention.

5. Les rapports peuvent indiquer les facteurs et les difficultés qui affectent l'accomplissement des obligations prévues par la présente Convention.

Article 36

Examen des rapports

1. Chaque rapport est examiné par le Comité, qui formule les suggestions et recommandations d'ordre général sur le rapport qu'il estime appropriées et qui les transmet à l'Etat Partie intéressé. Cet Etat

grootste aantal stemmen hebben verkregen, alsmede een absolute meerderheid van de stemmen van de aanwezige vertegenwoordigers van de Staten die Partij zijn die hun stem uitbrengen.

6. De eerste verkiezing wordt niet later gehouden dan zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag. Uiterlijk vier maanden voor de datum van elke stemming zendt de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties een brief aan de Staten die Partij zijn, teneinde hen uit te nodigen hun voordrachten binnen twee maanden in te dienen. De Secretaris-Generaal stelt vervolgens een alfabetische lijst op van alle personen die aldus zijn voorgedragen, waarbij aangegeven wordt door welke Staat die Partij is, zij zijn voorgedragen en legt deze voor aan de Staten die Partij zijn bij dit Verdrag.

7. De leden van het Comité worden gekozen voor een termijn van vier jaar. Zij zijn eenmaal herkiesbaar. De termijn van zes bij de eerste verkiezing benoemde leden loopt na twee jaar af; terstond na de eerste verkiezing worden die leden bij loting aangewezen door de voorzitter van de in het vijfde lid van dit artikel bedoelde vergadering.

8. De verkiezing van de zes extra leden van het Comité vindt plaats in het kader van de gewone verkiezingen in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van dit artikel.

9. Indien een lid van het Comité overlijdt, terugtreedt of om andere redenen verklaart zijn of haar taken niet langer te kunnen vervullen, benoemt de Staat die Partij is die dat lid heeft voorgedragen een andere deskundige die beschikt over de kwalificaties en voldoet aan de vereisten vervat in de desbetreffende bepalingen van dit artikel om gedurende het resterende deel van de termijn zitting te nemen.

10. Het Comité stelt zijn reglement van orde vast.

11. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties stelt de benodigde personeelsleden en voorzieningen ter beschikking, met het oog op de doeltreffende uitvoering van de taken van het Comité uit hoofde van dit Verdrag en belegt de eerste vergadering.

12. Na goedkeuring van de algemene Vergadering ontvangen de leden van het Comité dat uit hoofde van dit Verdrag is opgericht, emoluments uit de middelen van de Verenigde Naties onder de voorwaarden die door de algemene Vergadering worden vastgesteld, waarbij rekening wordt gehouden met het belang van de verantwoordelijkheden van het Comité.

13. De leden van het Comité hebben recht op de faciliteiten, voorrechten en immunititeiten van deskundigen die een missie uitvoeren voor de Verenigde Naties, zoals vastgelegd in de desbetreffende artikelen van het Verdrag betreffende de voorrechten en immunititeiten van de Verenigde Naties.

Artikel 35

Rapportering door de Staten die Partij zijn

1. Elke Staat die Partij is dient, binnen twee jaar nadat dit Verdrag voor de desbetreffende Staat die Partij is in werking is getreden, via de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties een uitgebreid rapport in bij het Comité over de maatregelen die zijn genomen om zijn verplichtingen uit hoofde van dit Verdrag na te komen, alsmede over de vooruitgang die is geboekt in dat verband.

2. Daarna brengen de Staten die Partij zijn ten minste eenmaal per vier jaar een vervolgrapport uit en voorts wanneer het Comité daarom verzoekt.

3. Het Comité stelt, waar nodig, richtlijnen vast die van toepassing zijn op de inhoud van de rapporten.

4. Een Staat die Partij is die een uitgebreid eerste rapport heeft ingediend bij het Comité, behoeft de informatie die eerder is verstrekt niet te herhalen in de vervolgrapporten. Bij het opstellen van de rapporten voor het Comité, worden de Staten die Partij zijn uitgenodigd te overwegen daarbij een open en transparante procedure te volgen en zich naar behoren rekenschap te geven van de bepaling vervat in artikel 4, derde lid, van dit Verdrag.

5. In de rapporten kunnen factoren en problemen worden vermeld die van invloed zijn op de mate waarin de verplichtingen uit hoofde van dit Verdrag worden vervuld.

Artikel 36

Behandeling van rapporten

1. Elk rapport wordt behandeld door het Comité dat naar aanleiding daarvan suggesties en algemene aanbevelingen die het relevant acht kan doen en deze doen toekomen aan de desbetreffende Staat die Partij

Partie peut communiquer en réponse au Comité toutes informations qu'il juge utiles. Le Comité peut demander aux Etats Parties tous renseignements complémentaires relatifs à l'application de la présente Convention.

2. En cas de retard important d'un Etat Partie dans la présentation d'un rapport, le Comité peut lui notifier qu'il sera réduit à examiner l'application de la présente Convention dans cet Etat Partie à partir des informations fiables dont il peut disposer, à moins que le rapport attendu ne lui soit présenté dans les trois mois de la notification. Le Comité invitera l'Etat Partie intéressé à participer à cet examen. Si l'Etat Partie répond en présentant son rapport, les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliqueront.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies communique les rapports à tous les Etats Parties.

4. Les Etats Parties mettent largement leurs rapports à la disposition du public dans leur propre pays et facilitent l'accès du public aux suggestions et recommandations d'ordre général auxquelles ils ont donné lieu.

5. Le Comité transmet aux institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations unies et aux autres organismes compétents, s'il le juge nécessaire, les rapports des Etats Parties contenant une demande ou indiquant un besoin de conseils ou d'assistance techniques, accompagnés, le cas échéant, de ses observations et recommandations touchant ladite demande ou indication, afin qu'il puisse y être répondu.

Article 37

Coopération entre les Etats Parties et le Comité

1. Les Etats Parties coopèrent avec le Comité et aident ses membres à s'acquitter de leur mandat.

2. Dans ses rapports avec les Etats Parties, le Comité accordera toute l'attention voulue aux moyens de renforcer les capacités nationales aux fins de l'application de la présente Convention, notamment par le biais de la coopération internationale.

Article 38

Rapports du Comité avec d'autres organismes et organes

Pour promouvoir l'application effective de la présente Convention et encourager la coopération internationale dans le domaine qu'elle vise :

a) Les institutions spécialisées et autres organismes des Nations unies ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'application des dispositions de la présente Convention qui relèvent de leur mandat. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées et tous autres organismes qu'il jugera appropriés à donner des avis spécialisés sur l'application de la Convention dans les domaines qui relèvent de leurs mandats respectifs. Il peut inviter les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations unies à lui présenter des rapports sur l'application de la Convention dans les secteurs qui relèvent de leur domaine d'activité;

b) Dans l'accomplissement de son mandat, le Comité consulte, selon qu'il le juge approprié, les autres organes pertinents créés par les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme en vue de garantir la cohérence de leurs directives en matière d'établissement de rapports, de leurs suggestions et de leurs recommandations générales respectives et d'éviter les doublons et les chevauchements dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 39

Rapport du Comité

Le Comité rend compte de ses activités à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social tous les deux ans et peut formuler des suggestions et des recommandations générales fondées sur l'examen des rapports et des informations reçus des Etats Parties. Ces suggestions et ces recommandations générales sont incluses dans le rapport du Comité, accompagnées, le cas échéant, des observations des Etats Parties.

is. De Staat die Partij is, kan daarop reageren door alle door hem nuttig geachte informatie te zenden aan het Comité. Het Comité kan de Staten die Partij zijn verzoeken om nadere informatie met betrekking tot de tenuitvoerlegging van dit Verdrag.

2. Indien een Staat die Partij is de termijn voor het indienen van een rapport aanmerkelijk overschreden heeft, kan het Comité de desbetreffende Staat die Partij is in kennis stellen van de noodzaak de tenuitvoerlegging van dit Verdrag in die Staat die Partij is te onderzoeken op grond van betrouwbare informatie waarover het Comité beschikt, indien het desbetreffende rapport niet binnen drie maanden na de kennisgeving wordt ingediend. Het Comité nodigt de desbetreffende Staat die Partij is uit deel te nemen aan dat onderzoek. Indien de Staat die Partij is antwoordt door het desbetreffende rapport in te dienen, zijn de bepalingen van het eerste lid van dit artikel van toepassing.

3. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties stelt de rapporten ter beschikking aan alle Staten die Partij zijn.

4. De Staten die Partij zijn stellen hun rapport algemeen beschikbaar aan het publiek in hun eigen land en vergemakkelijken de toegang tot suggesties en algemene aanbevelingen met betrekking tot deze rapporten.

5. Indien het dit opportuun acht, zendt het Comité de rapporten van de Staten die Partij zijn aan de gespecialiseerde organisaties, fondsen en programma's van de Verenigde Naties en andere bevoegde organen om daarin vervatte verzoeken om, of meldingen van hun behoefte aan technisch advies of ondersteuning tezamen met eventueel commentaar of aanbevelingen van het Comité ter zake van deze verzoeken of meldingen aan hen voor te leggen.

Artikel 37

Samenwerking tussen Staten die Partij zijn en het Comité

1. Elke Staat die Partij is werkt samen met het Comité en ondersteunt zijn leden bij de uitoefening van hun mandaat.

2. In hun betrekkingen met de Staten die Partij zijn, besteedt het Comité voldoende aandacht aan de wegen en manieren om de nationale capaciteiten voor de tenuitvoerlegging van dit Verdrag te verbeteren, onder andere door middel van internationale samenwerking.

Artikel 38

Betrekkingen van het Comité met andere organen

Teneinde de daadwerkelijke tenuitvoerlegging van dit Verdrag te bevorderen, en de internationale samenwerking op het terrein waarop dit Verdrag betrekking heeft, aan te moedigen :

a) hebben de gespecialiseerde agentschappen en andere organen van de Verenigde Naties het recht vertegenwoordigd te worden bij het onderzoek naar de tenuitvoerlegging van de bepalingen van dit Verdrag die vallen binnen het kader van hun mandaat. Indien het dat opportuun acht, kan het Comité de gespecialiseerde organisaties en andere bevoegde organen uitnodigen deskundig advies te verstrekken voor de tenuitvoerlegging van het Verdrag op terreinen die vallen binnen het kader van hun onderscheiden mandaten. Het Comité kan gespecialiseerde organisaties en andere organen van de Verenigde Naties uitnodigen rapporten in te dienen over de tenuitvoerlegging van het Verdrag op terreinen die vallen binnen het kader van hun werkzaamheden;

b) kan het Comité bij de uitvoering van zijn mandaat overleggen met andere bevoegde organen die zijn opgericht op grond van internationale mensenrechtenverdragen, teneinde de consistentie van hun onderscheiden rapporteringsrichtlijnen, suggesties en algemene aanbevelingen te waarborgen en dubbel werk en overlapping bij de vervulling van hun taken te voorkomen.

Artikel 39

Rapportering door het Comité

Het Comité brengt eens om de twee jaar verslag uit aan de Algemene Vergadering en aan de Economische en Sociale Raad en kan suggesties en algemene aanbevelingen doen naar aanleiding van het onderzoek van de rapporten en informatie ontvangen van de Staten die Partij zijn. Deze suggesties en algemene aanbevelingen dienen in het rapport van het Comité te worden opgenomen tezamen met het eventuele commentaar van de Staten die Partij zijn.

Article 40

Conférence des Etats Parties

1. Les Etats Parties se réunissent régulièrement en Conférence des Etats Parties pour examiner toute question concernant l'application de la présente Convention.

2. Au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Conférence des Etats Parties sera convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Ses réunions subséquentes seront convoquées par le Secrétaire général tous les deux ans ou sur décision de la Conférence des Etats Parties.

Article 41

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est le dépositaire de la présente Convention.

Article 42

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et des organisations d'intégration régionale au Siège de l'Organisation des Nations unies à New York à compter du 30 mars 2007.

Article 43

Consentement à être lié

La présente Convention est soumise à la ratification des Etats et à la confirmation formelle des organisations d'intégration régionale qui l'ont signée. Elle sera ouverte à l'adhésion de tout Etat ou organisation d'intégration régionale qui ne l'a pas signée.

Article 44

Organisations d'intégration régionale

1. Par « organisation d'intégration régionale » on entend toute organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée, à laquelle ses Etats membres ont transféré des compétences dans les domaines régis par la présente Convention. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'adhésion, ces organisations indiquent l'étendue de leur compétence dans les domaines régis par la présente Convention. Par la suite, elles notifient au dépositaire toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

2. Dans la présente Convention, les références aux « Etats Parties » s'appliquent à ces organisations dans la limite de leur compétence.

3. Aux fins du paragraphe 1 de l'article 45 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 47 de la présente Convention, les instruments déposés par les organisations d'intégration régionale ne sont pas comptés.

4. Les organisations d'intégration régionale disposent, pour exercer leur droit de vote à la Conférence des Etats Parties dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres Parties à la présente Convention. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 45

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats ou chacune des organisations d'intégration régionale qui ratifieront ou confirmeront formellement la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt par cet Etat ou cette organisation de son instrument de ratification, d'adhésion ou de confirmation formelle.

Article 46

Réserves

1. Les réserves incompatibles avec l'objet et le but de la présente Convention ne sont pas admises.

2. Les réserves peuvent être retirées à tout moment.

Article 47

Amendements

1. Tout Etat Partie peut proposer un amendement à la présente Convention et le soumettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le Secrétaire général communique les propositions

Artikel 40

Conferentie van de Staten die Partij zijn

1. De Staten die Partij zijn komen regelmatig bijeen in een Conferentie van de Staten die Partij zijn teneinde elke aangelegenheid te behandelen met betrekking tot de tenuitvoerlegging van dit Verdrag.

2. Uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag wordt de Conferentie van de Staten die Partij zijn bijeengeroepen door de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties belegt de volgende bijeenkomsten eenmaal per twee jaar of wanneer de Conferentie van de Staten die Partij zijn daartoe besluit.

Artikel 41

Depositaris

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties is depositaris van dit Verdrag.

Artikel 42

Ondertekening

Dit Verdrag staat vanaf 30 maart 2007 op het hoofdkwartier van de Verenigde Naties in New York open voor ondertekening door alle Staten en organisaties voor regionale integratie.

Artikel 43

Instemming te worden gebonden

Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd door de ondertekenende Staten en formeel te worden bevestigd door de ondertekenende organisaties voor regionale integratie. Het staat open voor toetreding door elke Staat of organisatie voor regionale integratie die het Verdrag niet heeft ondertekend.

Artikel 44

Organisaties voor regionale integratie

1. Een « organisatie voor regionale integratie » is een organisatie die is opgericht door soevereine Staten van een bepaalde regio waaraan haar lidstaten de bevoegdheid hebben overgedragen ter zake van aangelegenheden waarop dit Verdrag van toepassing is. Dergelijke organisaties leggen in hun akten van formele bevestiging of toetreding vast in welke mate zij bevoegd zijn ter zake van aangelegenheden waarop dit Verdrag van toepassing is. Deze organisaties doen de depositaris tevens mededeling van iedere relevante wijziging in de reikwijdte van hun bevoegdheden.

2. Verwijzingen naar « Staten die Partij zijn » in dit Verdrag zijn binnen de reikwijdte van hun bevoegdheid tevens van toepassing op deze organisaties.

3. Voor de toepassing van artikel 45, eerste lid, en artikel 47, tweede en derde lid, worden akten neergelegd door een organisatie voor regionale integratie, niet meegeteld.

4. Organisaties voor regionale integratie oefenen ter zake van binnen hun bevoegdheid vallende aangelegenheden hun stemrecht bij de Conferentie van de Staten die Partij zijn uit met een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal van hun lidstaten die partij zijn bij dit Verdrag. Bedoelde organisaties oefenen hun stemrecht niet uit indien een van hun lidstaten zijn stemrecht uitoefent, en omgekeerd.

Artikel 45

Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking dertig dagen na de neerlegging van de twintigste akte van bekrachtiging of toetreding.

2. Voor elke Staat of organisatie voor regionale integratie die het Verdrag na de neerlegging van de twintigste akte bekrachtigt, formeel bevestigt of ertoe toetreedt, treedt het Verdrag in werking dertig dagen na de neerlegging van zijn akte ter zake.

Artikel 46

Voorbehouden

1. Voorbehouden die onverenigbaar zijn met het onderwerp en het doel van dit Verdrag zijn niet toegestaan.

2. Voorbehouden kunnen te allen tijde worden ingetrokken.

Artikel 47

Wijzigingen

1. Elke Staat die Partij is kan een wijziging van dit Verdrag voorstellen en indienen bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal deelt voorgestelde wijzigingen mede

d'amendement aux Etats Parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des Etats Parties en vue d'examiner ces propositions et de se prononcer sur elles. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des Etats Parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle conférence, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations unies. Tout amendement adopté par une majorité des deux tiers des Etats Parties présents et votants est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations unies, puis pour acceptation à tous les Etats Parties.

2. Tout amendement adopté et approuvé conformément au paragraphe 1^{er} du présent article entre en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle le nombre d'instruments d'acceptation déposés atteint les deux tiers du nombre des Etats Parties à la date de son adoption. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour chaque Etat Partie le trentième jour suivant le dépôt par cet Etat de son instrument d'acceptation. L'amendement ne lie que les Etats Parties qui l'ont accepté.

3. Si la Conférence des Etats Parties en décide ainsi par consensus, un amendement adopté et approuvé conformément au paragraphe 1^{er} du présent article et portant exclusivement sur les articles 34, 38, 39 et 40 entre en vigueur pour tous les Etats Parties le trentième jour suivant la date à laquelle le nombre d'instruments d'acceptation déposés atteint les deux tiers du nombre des Etats Parties à la date de son adoption.

Article 48

Dénonciation

Tout Etat Partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification.

Article 49

Format accessible

Le texte de la présente Convention sera diffusé en formats accessibles.

Article 50

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de la présente Convention font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Adopté à New York le 13 décembre 2006.

Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Les Etats Parties au présent Protocole sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

1. Tout Etat Partie au présent Protocole (« Etat Partie ») reconnaît que le Comité des droits des personnes handicapées (« le Comité ») a compétence pour recevoir et examiner les communications présentées par des particuliers ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation par cet Etat Partie des dispositions de la Convention.

2. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat Partie à la Convention qui n'est pas partie au présent Protocole.

Article 2

Le Comité déclare irrecevable toute communication :

- a) Qui est anonyme;
- b) Qui constitue un abus du droit de présenter de telles communications ou est incompatible avec les dispositions de la Convention;

aan de Staten die Partij zijn met het verzoek hem te berichten of zij een conferentie van de Staten die Partij zijn verlangen, teneinde de voorstellen te bestuderen en daarover te beslissen. Indien, binnen vier maanden na de datum van deze mededeling, ten minste een derde van de Staten die Partij zijn een dergelijke conferentie verlangt, roept de Secretaris-Generaal de vergadering onder auspiciën van de Verenigde Naties bijeen. Wijzigingen die worden aangenomen door een meerderheid van twee derde van de aanwezige Staten die Partij zijn en hun stem uitbrengen, worden door de Secretaris-Generaal voorgelegd aan de algemene Vergadering en vervolgens ter aanvaarding aan alle Staten die Partij zijn.

2. Een overeenkomstig het eerste lid van dit artikel aangenomen en goedgekeurde wijziging, treedt in werking dertig dagen nadat het aantal neergelegde akten van aanvaarding twee derde bedraagt van het aantal Staten die Partij waren op de datum waarop de wijziging aangenomen werd. De wijziging treedt vervolgens voor elke Staat die Partij is in werking dertig dagen na de datum waarop deze zijn instrument van aanvaarding heeft neergelegd. Een wijziging is uitsluitend bindend voor de Staten die Partij zijn die haar aanvaard hebben.

3. Indien daartoe bij consensus besloten is door de Conferentie van de Staten die Partij zijn, treedt een wijziging die is aangenomen en goedgekeurd in overeenstemming met het eerste lid van dit artikel en uitsluitend betrekking heeft op de artikelen 34, 38, 39 of 40 voor alle Staten die Partij zijn in werking, dertig dagen nadat het aantal neergelegde akten van aanvaarding twee derde bedraagt van het aantal Staten die Partij waren op de datum waarop de wijziging werd aangenomen.

Artikel 48

Opzegging

Een Staat die Partij is kan dit Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Secretaris-Generaal.

Artikel 49

Toegankelijk formaat

De tekst van dit Verdrag wordt beschikbaar gesteld in toegankelijk formaat.

Artikel 50

Authentieke teksten

De Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst van dit Verdrag zijn gelijkelijk authentiek.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

Aangenomen te New York op 13 december 2006.

VERTALING

Facultatief Protocol

bij het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap

De Staten die Partij zijn bij dit Protocol zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1

1. Een Staat die Partij is bij dit Protocol (« Staat die Partij is ») erkent dat het Comité voor de rechten van personen met een handicap (« het Comité ») bevoegd is voor het in ontvangst nemen en onderzoeken van kennisgevingen van of namens personen of groepen van personen die vallen onder de rechtsmacht van de Staat die Partij is en die beweren het slachtoffer te zijn van een schending van de bepalingen van het Verdrag door deze Staat.

2. Het Comité neemt geen kennisgevingen in ontvangst met betrekking tot een Staat die Partij is bij het Verdrag, maar die niet Partij is bij dit Protocol.

Artikel 2

Het Comité verklaart niet-ontvankelijk kennisgevingen :

- a) die anoniem zijn;
- b) die een misbruik zijn van het recht dergelijke meldingen te doen of onverenigbaar zijn met de bepalingen van het Verdrag;

c) Ayant trait à une question qu'il a déjà examinée ou qui a déjà été examinée ou est en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;

d) Concernant laquelle tous les recours internes disponibles n'ont pas été épuisés, à moins que la procédure de recours n'excède des délais raisonnables ou qu'il soit improbable que le requérant obtienne réparation par ce moyen;

e) Qui est manifestement mal fondée ou insuffisamment motivée; ou

f) Qui porte sur des faits antérieurs à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'Etat Partie intéressé, à moins que ces faits ne persistent après cette date.

Article 3

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, le Comité porte confidentiellement à l'attention de l'Etat Partie intéressé toute communication qui lui est adressée. L'Etat Partie intéressé soumet par écrit au Comité, dans un délai de six mois, des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

Article 4

1. Après réception d'une communication et avant de prendre une décision sur le fond, le Comité peut à tout moment soumettre à l'urgente attention de l'Etat Partie intéressé une demande tendant à ce qu'il prenne les mesures conservatoires nécessaires pour éviter qu'un dommage irréparable ne soit causé aux victimes de la violation présumée.

2. Le Comité ne préjuge pas de sa décision sur la recevabilité ou le fond de la communication du simple fait qu'il exerce la faculté que lui donne le paragraphe 1^{er} du présent article.

Article 5

Le Comité examine à huis clos les communications qui lui sont adressées en vertu du présent Protocole. Après avoir examiné une communication, le Comité transmet ses suggestions et recommandations éventuelles à l'Etat Partie intéressé et au pétitionnaire.

Article 6

1. Si le Comité est informé, par des renseignements crédibles, qu'un Etat Partie porte gravement ou systématiquement atteinte aux droits énoncés dans la Convention, il invite cet Etat à s'entretenir avec lui des renseignements portés à son attention et à présenter ses observations à leur sujet.

2. Le Comité, se fondant sur les observations éventuellement formulées par l'Etat Partie intéressé, ainsi que sur tout autre renseignement crédible dont il dispose, peut charger un ou plusieurs de ses membres d'effectuer une enquête et de lui rendre compte sans tarder des résultats de celle-ci. Cette enquête peut, lorsque cela se justifie et avec l'accord de l'Etat Partie, comporter une visite sur le territoire de cet Etat.

3. Après avoir étudié les résultats de l'enquête, le Comité les communique à l'Etat Partie intéressé, accompagnés, le cas échéant, d'observations et de recommandations.

4. Après avoir été informé des résultats de l'enquête et des observations et recommandations du Comité, l'Etat Partie présente ses observations à celui-ci dans un délai de six mois.

5. L'enquête conserve un caractère confidentiel et la coopération de l'Etat Partie sera sollicitée à tous les stades de la procédure.

Article 7

1. Le Comité peut inviter l'Etat Partie intéressé à inclure, dans le rapport qu'il doit présenter conformément à l'article 35 de la Convention, des précisions sur les mesures qu'il a prises à la suite d'une enquête effectuée en vertu de l'article 6 du présent Protocole.

2. A l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 4 de l'article 6, le Comité peut, s'il y a lieu, inviter l'Etat Partie intéressé à l'informer des mesures qu'il a prises à la suite de l'enquête.

Article 8

Tout Etat Partie peut, au moment où il signe ou ratifie le présent Protocole ou y adhère, déclarer qu'il ne reconnaît pas au Comité la compétence que lui confèrent les articles 6 et 7.

c) die betrekking hebben op een door het Comité reeds onderzochte aangelegenheid of een aangelegenheid die reeds is onderzocht of wordt onderzocht voor een andere internationale onderzoeks- of beslechtsingsinstantie;

d) wanneer niet alle beschikbare nationale rechtsmiddelen zijn uitgeput, tenzij de procedure daartoe een redelijke termijn overschrijdt of het onwaarschijnlijk is dat de melder aldus herstel krijgt;

e) die kennelijk ongegrond of onvoldoende met redenen omkleed zijn; of

f) die betrekking hebben op feiten die zich hebben voorgedaan voor de inwerkingtreding van het Protocol ten aanzien van de desbetreffende Staat die Partij is, tenzij deze feiten voortduren na deze datum.

Artikel 3

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 2 van dit Protocol brengt het Comité alle toegezonden kennisgevingen op vertrouwelijke wijze onder de aandacht van de desbetreffende Staat die Partij is. De desbetreffende Staat die Partij is, verstrekt binnen een termijn van zes maanden aan het Comité schriftelijk toelichtingen of verklaringen ter verduidelijking van de aangelegenheid en met vermelding van de maatregelen die kunnen worden genomen om het probleem te verhelpen.

Artikel 4

1. Het Comité kan, na ontvangst van een kennisgeving en voor de behandeling ten gronde, steeds aan de desbetreffende Staat die Partij is een dringend verzoek voorleggen om de nodige bewarende maatregelen te nemen ter voorkoming van onherstelbare schade voor de slachtoffers van de beweerde schending.

2. Wanneer het Comité gebruik maakt van de in het eerste lid verleende bevoegdheid, betekent dit geenszins dat reeds een uitspraak wordt gedaan over de ontvankelijkheid of de gegrondheid van de melding.

Artikel 5

Het Comité onderzoekt achter gesloten deuren de krachtens dit Protocol toegezonden meldingen. Na onderzoek van een melding zendt het Comité de eventuele suggesties en aanbevelingen toe aan de desbetreffende Staat die Partij is, evenals aan de melder.

Artikel 6

1. Indien het Comité betrouwbare informatie ontvangt dat een Staat die Partij is de in het Verdrag genoemde rechten op ernstige of systematische wijze schendt, wordt deze Staat verzocht met het Comité een onderhoud over de ontvangen informatie te hebben en zijn opmerkingen in dit verband te formuleren.

2. Het Comité kan op grond van de eventueel geformuleerde opmerkingen van de desbetreffende Staat die Partij is, evenals van enige andere betrouwbare informatie waarover het beschikt, een of meer van zijn leden de opdracht geven een onderzoek in te stellen en het Comité zo spoedig mogelijk in kennis te stellen van de resultaten van dit onderzoek. Wanneer dit wordt verantwoord, kan het onderzoek met instemming van de Staat die Partij is bezoeken op het grondgebied van deze Staat omvatten.

3. Na bestudering van de resultaten van het onderzoek deelt het Comité de resultaten mee aan de desbetreffende Staat die Partij is, met eventuele opmerkingen en aanbevelingen.

4. Na ontvangst van de resultaten van het onderzoek en van de opmerkingen en aanbevelingen van het Comité formuleert de Staat die Partij is binnen een termijn van zes maanden zijn opmerkingen.

5. Het onderzoek is vertrouwelijk en in alle stadia van de procedure wordt verzocht om de medewerking van de Staat die Partij is.

Artikel 7

1. Het Comité kan de desbetreffende Staat die Partij is verzoeken om in het krachtens artikel 35 van het Verdrag in te dienen rapport aan te geven welke maatregelen zijn genomen als gevolg van een krachtens artikel 6 van dit Protocol ingesteld onderzoek.

2. Na het verstrijken van de in artikel 6, vierde lid, bedoelde termijn van zes maanden kan het Comité, indien nodig, de desbetreffende Staat die Partij is verzoeken mee te delen welke maatregelen zijn genomen als gevolg van het onderzoek.

Artikel 8

Een Staat die Partij is, kan bij de ondertekening of de bekrachtiging van dit Protocol of bij de toetreding ertoe verklaren dat hij de bevoegdheid van het Comité op grond van de artikelen 6 en 7 niet erkent.

Article 9

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est le dépositaire du présent Protocole.

Article 10

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats et des organisations d'intégration régionale qui ont signé la Convention, au Siège de l'Organisation des Nations unies à New York, à compter du 30 mars 2007.

Article 11

Le présent Protocole est soumis à la ratification des Etats qui l'ont signé et ont ratifié la Convention ou y ont adhéré. Il doit être confirmé formellement par les organisations d'intégration régionale qui l'ont signé et qui ont confirmé formellement la Convention ou y ont adhéré. Il sera ouvert à l'adhésion de tout Etat ou de toute organisation d'intégration régionale qui a ratifié ou confirmé formellement la Convention ou qui y a adhéré mais qui n'a pas signé le Protocole.

Article 12

1. Par « organisation d'intégration régionale » on entend toute organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée, à laquelle ses Etats membres ont transféré des compétences dans les domaines régis par la Convention et le présent Protocole. Dans leurs instruments de confirmation formelle ou d'adhésion, ces organisations indiquent l'étendue de leur compétence dans les domaines régis par la Convention et le présent Protocole. Par la suite, elles notifient au dépositaire toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

2. Dans le présent Protocole, les références aux « Etats Parties » s'appliquent à ces organisations dans la limite de leur compétence.

3. Aux fins du paragraphe 1^{er} de l'article 13 et du paragraphe 2 de l'article 15 du présent Protocole, les instruments déposés par des organisations d'intégration régionale ne sont pas comptés.

4. Les organisations d'intégration régionale disposent, pour exercer leur droit de vote à la réunion des Etats Parties dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres Parties au présent Protocole. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 13

1. Sous réserve de l'entrée en vigueur de la Convention, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt du deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats ou chacune des organisations d'intégration régionale qui ratifieront ou confirmeront formellement le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt par cet Etat ou cette organisation de son instrument de ratification, d'adhésion ou de confirmation formelle.

Article 14

1. Les réserves incompatibles avec l'objet et le but du présent Protocole ne sont pas admises.

2. Les réserves peuvent être retirées à tout moment.

Article 15

1. Tout Etat Partie peut proposer un amendement au présent Protocole et le soumettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le Secrétaire général communique les propositions d'amendement aux Etats Parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une réunion des Etats Parties en vue d'examiner ces propositions et de se prononcer sur elles. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des Etats Parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle réunion, le Secrétaire général convoque la réunion sous les auspices de l'Organisation des Nations unies. Tout amendement adopté par une majorité des deux tiers des Etats Parties présents et votants est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations unies, puis pour acceptation à tous les Etats Parties.

2. Tout amendement adopté et approuvé conformément au paragraphe 1 du présent article entre en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle le nombre d'instruments d'acceptation déposés atteint les deux tiers du nombre des Etats Parties à la date de son adoption. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour chaque Etat Partie le

Artikel 9

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties is de depositaris van dit Protocol.

Artikel 10

Dit Protocol staat vanaf 30 maart 2007 op het hoofdkwartier van de Verenigde Naties te New York open voor ondertekening door de Staten en de organisaties voor regionale integratie die het Verdrag hebben ondertekend.

Artikel 11

Dit Protocol wordt ter bekrachtiging voorgelegd aan de Staten die het hebben ondertekend en die het Verdrag hebben bekrachtigd of ertoe zijn toegetreden. Het dient formeel te worden bevestigd door de organisaties voor regionale integratie die het hebben ondertekend en die het Verdrag formeel hebben bevestigd of ertoe zijn toegetreden. Het staat open voor toetreding van een Staat of een organisatie voor regionale integratie die het Verdrag heeft bekrachtigd of formeel heeft bevestigd of ertoe is toegetreden, maar die het Protocol niet heeft ondertekend.

Artikel 12

1. Een « organisatie voor regionale integratie » is een organisatie die is opgericht door soevereine Staten van een bepaalde regio waaraan haar lidstaten bevoegdheden hebben overgedragen die betrekking hebben op aangelegenheden waarop het Verdrag en dit Protocol van toepassing zijn. Dergelijke organisaties leggen in hun akten van formele bevestiging of toetreding vast in welke mate zij bevoegd zijn voor aangelegenheden waarop het Verdrag en dit Protocol van toepassing zijn. Deze organisaties delen relevante wijzigingen van de omvang van hun bevoegdheden mee aan de depositaris.

2. Verwijzingen naar « Staten die Partij zijn » in dit Protocol zijn binnen de grenzen van hun bevoegdheden tevens van toepassing op deze organisaties.

3. Voor de toepassing van artikel 13, eerste lid, en artikel 15, tweede lid, worden de door organisaties voor regionale integratie neergelegde akten niet meegeteld.

4. Organisaties voor regionale integratie oefenen voor binnen hun bevoegdheden vallende aangelegenheden hun stemrecht tijdens de Vergadering van de Staten die Partij zijn uit met een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal van hun lidstaten die Partij zijn bij dit Protocol. Deze organisaties oefenen hun stemrecht niet uit indien een van hun lidstaten zijn stemrecht uitoefent, en omgekeerd.

Artikel 13

1. Onder voorbehoud van de inwerkingtreding van het Verdrag treedt dit Protocol in werking dertig dagen na de neerlegging van de tiende akte van bekrachtiging of toetreding.

2. Ten aanzien van Staten of organisaties voor regionale integratie die het Protocol bekrachtigen of formeel bevestigen of ertoe toetreden na de neerlegging van de tiende akte van bekrachtiging of toetreding, treedt het Protocol in werking dertig dagen na de neerlegging door deze Staat of deze organisatie van zijn akte van bekrachtiging of haar akte van formele bevestiging of zijn of haar akte van toetreding.

Artikel 14

1. Voorbehouden die onverenigbaar zijn met het onderwerp en het doel van dit Protocol zijn niet toegestaan.

2. Voorbehouden kunnen te allen tijde worden ingetrokken.

Artikel 15

1. Een Staat die Partij is, kan een wijziging van dit Protocol voorstellen en indienen bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal deelt de voorgestelde wijzigingen mee aan de Staten die Partij zijn met het verzoek hem te laten weten of zij een Vergadering van de Staten die Partij zijn, wensen bijeen te roepen om deze voorstellen te bestuderen en daarover te beslissen. Indien binnen vier maanden na de datum van deze mededeling ten minste een derde van de Staten die Partij zijn, wenst een dergelijke vergadering bijeen te roepen, roept de Secretaris-Generaal de vergadering onder auspiciën van de Verenigde Naties bijeen. Wijzigingen die worden aangenomen door een meerderheid van twee derde van de aanwezige Staten die Partij zijn en hun stem uitbrengen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties en vervolgens ter aanvaarding aan alle Staten die Partij zijn.

2. Een op grond van het eerste lid van dit artikel aangenomen en goedgekeurde wijziging treedt in werking dertig dagen nadat het aantal neergelegde akten van aanvaarding twee derde bedraagt van het aantal Staten die Partij waren op de datum waarop de wijziging werd aangenomen. De wijziging treedt vervolgens voor een Staat die Partij is

trentième jour suivant le dépôt par cet Etat de son instrument d'acceptation. L'amendement ne lie que les Etats Parties qui l'ont accepté.

Article 16

Tout Etat Partie peut dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification.

Article 17

Le texte du présent Protocole sera diffusé en formats accessibles.

Article 18

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Protocole font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Adopté à New-York le 13 décembre 2006.

in werking dertig dagen nadat deze Staat zijn instrument van aanvaarding heeft neergelegd. Een wijziging is uitsluitend bindend voor de Staten die Partij zijn en de wijziging hebben aanvaard.

Artikel 16

Een Staat die Partij is, kan dit Protocol opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Secretaris-Generaal.

Artikel 17

De tekst van dit Protocol wordt beschikbaar gesteld in toegankelijke formaten.

Artikel 18

De teksten van dit Protocol in de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse taal zijn gelijkelijk authentiek.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend.

Aangenomen te New-York op 13 december 2006.

Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée à New-York le 13 décembre 2006

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
AFRIQUE DU SUD	30/03/2007	Ratification	30/11/2007	03/05/2008
ALGERIE	30/03/2007	Indéterminé		
ALLEMAGNE	30/03/2007	Ratification	24/02/2009	26/03/2009
ANDORRE	27/04/2007	Indéterminé		
ANTIGUA ET BARBUDA	30/03/2007	Indéterminé		
ARABIE SAOUDITE		Adhésion	24/06/2008	24/07/2008
ARGENTINE	30/03/2007	Ratification	02/09/2008	02/10/2008
ARMENIE	30/03/2007	Indéterminé		
AUSTRALIE	30/03/2007	Ratification	17/07/2008	16/08/2008
AUTRICHE	30/03/2007	Ratification	26/09/2008	26/10/2008
AZERBAÏDJAN	09/01/2008	Ratification	28/01/2009	27/02/2009
BAHREIN	25/06/2007	Indéterminé		
BANGLADESH	09/05/2007	Ratification	30/11/2007	03/05/2008
BARBADE	19/07/2007	Indéterminé		
BENIN	08/02/2008	Indéterminé		
BOLIVIE	13/08/2007	Indéterminé		
BRESIL	30/03/2007	Ratification	01/08/2008	31/08/2008
BRUNEI	18/12/2007	Indéterminé		
BULGARIE	27/09/2007	Indéterminé		
BURKINA FASO	23/05/2007	Indéterminé		
BURUNDI	26/04/2007	Indéterminé		
Belgique	30/03/2007	Ratification	02/07/2009	01/08/2009
CAMBODGE	01/10/2007	Indéterminé		
CAMEROUN	01/10/2008	Indéterminé		
CANADA	30/03/2007	Indéterminé		
CAP-VERT (ILES)	30/03/2007	Indéterminé		
CHILI	30/03/2007	Ratification	29/07/2008	28/08/2008
CHINE	30/03/2007	Ratification	01/08/2008	31/08/2008
CHYPRE	30/03/2007	Indéterminé		
COLOMBIE	30/03/2007	Indéterminé		
COMORES	26/09/2007	Indéterminé		
CONGO (REPUBLIQUE)	30/03/2007	Indéterminé		
COOK(ILES)		Adhésion	08/05/2009	07/06/2009

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
COREE (REP.)	30/03/2007	Ratification	11/12/2008	10/01/2009
COSTA-RICA	30/03/2007	Ratification	01/10/2008	31/10/2008
COTE D'IVOIRE	07/06/2007	Indéterminé		
CROATIE	30/03/2007	Ratification	15/08/2007	03/05/2008
CUBA	26/04/2007	Ratification	06/09/2007	03/05/2008
Communauté européenne	30/03/2007	Indéterminé		
DANEMARK	30/03/2007	Indéterminé		
DOMINICAINE REPUBLIQUE	30/03/2007	Indéterminé		
DOMINIQUE	30/03/2007	Indéterminé		
EGYPTE	04/04/2007	Ratification	14/04/2008	14/05/2008
EL SALVADOR	30/03/2007	Ratification	14/12/2007	03/05/2008
EMIRATS ARABES UNIS	08/02/2008	Indéterminé		
EQUATEUR	30/03/2007	Ratification	03/04/2008	03/05/2008
ESPAGNE	30/03/2007	Ratification	03/12/2007	03/05/2008
ESTONIE	25/09/2007	Indéterminé		
ETHIOPIE	30/03/2007	Indéterminé		
FINLANDE	30/03/2007	Indéterminé		
FRANCE	30/03/2007	Indéterminé		
GABON	30/03/2007	Ratification	01/10/2007	03/05/2008
GHANA	30/03/2007	Indéterminé		
GRECE	30/03/2007	Indéterminé		
GUATEMALA	30/03/2007	Ratification	07/04/2009	07/05/2009
GUINEE	16/05/2007	Ratification	08/02/2008	03/05/2008
GUYANA	11/04/2007	Indéterminé		
HONDURAS	30/03/2007	Ratification	14/04/2008	14/05/2008
HONGRIE	30/03/2007	Ratification	20/07/2007	03/05/2008
ILES SALOMON	23/09/2008	Indéterminé		
INDE	30/03/2007	Ratification	01/10/2007	03/05/2008
INDONESIE	30/03/2007	Indéterminé		
IRLANDE	30/03/2007	Indéterminé		
ISLANDE	30/03/2007	Indéterminé		
ISRAEL	30/03/2007	Ratification	15/05/2009	14/06/2009
ITALIE	30/03/2007	Ratification	15/05/2009	14/06/2009
JAMAIQUE	30/03/2007	Ratification	30/03/2007	03/05/2008
JAPON	28/09/2007	Indéterminé		
JORDANIE	30/03/2007	Ratification	31/03/2008	03/05/2008
KAZAKHSTAN	11/12/2008	Indéterminé		
KENYA	30/03/2007	Ratification	19/05/2008	18/06/2008
LAOS	15/01/2008	Indéterminé		
LESOTHO		Adhésion	02/12/2008	01/01/2009
LETONIE	18/07/2008	Signature		
LIBAN	14/06/2007	Indéterminé		
LIBERIA	30/03/2007	Indéterminé		
LIBYE	01/05/2008	Indéterminé		
LITUANIE	30/03/2007	Indéterminé		
LUXEMBOURG	30/03/2007	Indéterminé		
MACEDOINE (EX-REP. YUGOSLAVE DE)	30/03/2007	Indéterminé		
MADAGASCAR	25/09/2007	Indéterminé		
MALAISIE	08/04/2008	Indéterminé		

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
MALAWI	27/09/2007	Indéterminé		
MALDIVES	02/10/2007	Indéterminé		
MALI	15/05/2007	Ratification	07/04/2008	07/05/2008
MALTE	30/03/2007	Indéterminé		
MAROC	30/03/2007	Ratification	08/04/2009	08/05/2009
MAURICE	25/09/2007	Indéterminé		
MEXIQUE	30/03/2007	Ratification	17/12/2007	03/05/2008
MOLDAVIE	30/03/2007	Indéterminé		
MONGOLIE		Adhésion	13/05/2009	12/06/2009
MONTENEGRO	27/09/2007	Indéterminé		
MOZAMBIQUE	30/03/2007	Indéterminé		
NAMIBIE	25/04/2007	Ratification	04/12/2007	03/05/2008
NEPAL	03/01/2008	Indéterminé		
NICARAGUA	30/03/2007	Ratification	07/12/2007	03/05/2008
NIGER	30/03/2007	Ratification	24/06/2008	24/07/2008
NIGERIA	30/03/2007	Indéterminé		
NORVEGE	30/03/2007	Indéterminé		
NOUVELLE-ZELANDE	30/03/2007	Ratification	25/09/2008	25/10/2008
OMAN	17/03/2008	Ratification	06/01/2009	05/02/2009
OUGANDA	30/03/2007	Ratification	25/09/2008	25/10/2008
OUZBEKISTAN	27/02/2009	Indéterminé		
PAKISTAN	25/09/2008	Indéterminé		
PANAMA	30/03/2007	Ratification	07/08/2007	03/05/2008
PARAGUAY	30/03/2007	Ratification	03/09/2008	03/10/2008
PAYS-BAS	30/03/2007	Indéterminé		
PEROU	30/03/2007	Ratification	30/01/2008	03/05/2008
PHILIPPINES	25/09/2007	Ratification	15/04/2008	15/05/2008
POLOGNE	30/03/2007	Indéterminé		
PORTUGAL	30/03/2007	Indéterminé		
QATAR	09/07/2007	Ratification	13/05/2008	12/06/2008
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	09/05/2007	Indéterminé		
ROUMANIE	26/09/2007	Indéterminé		
ROYAUME-UNI	30/03/2007	Ratification	08/06/2009	08/07/2009
RUSSIE	24/09/2008	Indéterminé		
RWANDA		Adhésion	15/12/2008	14/01/2009
SAINT MARIN	30/03/2007	Ratification	22/02/2008	03/05/2008
SENEGAL	25/04/2007	Indéterminé		
SERBIE	17/12/2007	Indéterminé		
SEYCHELLES	30/03/2007	Indéterminé		
SIERRA LEONE	30/03/2007	Indéterminé		
SLOVAQUIE	26/09/2007	Indéterminé		
SLOVENIE	30/03/2007	Ratification	24/04/2008	24/05/2008
SOUDAN	30/03/2007	Ratification	24/04/2009	24/05/2009
SRI LANKA	30/03/2007	Indéterminé		
SUEDE	30/03/2007	Ratification	15/12/2008	14/01/2009
SURINAME	30/03/2007	Indéterminé		
SWAZILAND	25/09/2007	Indéterminé		
SYRIE	30/03/2007	Indéterminé		
TANZANIE	30/03/2007	Indéterminé		
TCHEQUE REP.	30/03/2007	Indéterminé		

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
THAILANDE	30/03/2007	Ratification	29/07/2008	28/08/2008
TOGO	23/09/2008	Indéterminé		
TONGA	15/11/2007	Indéterminé		
TRINIDAD ET TOBAGO	27/09/2007	Indéterminé		
TUNISIE	30/03/2007	Ratification	02/04/2008	03/05/2008
TURKMENISTAN		Adhésion	04/09/2008	04/10/2008
TURQUIE	30/03/2007	Indéterminé		
UKRAINE	24/09/2008	Indéterminé		
URUGUAY	03/04/2007	Ratification	11/02/2009	13/03/2009
VANUATU	17/05/2007	Ratification	23/10/2008	22/11/2008
VIETNAM	22/10/2007	Indéterminé		
YEMEN	30/03/2007	Ratification	26/03/2009	25/04/2009
ZAMBIE	09/05/2008	Indéterminé		

Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées,
adopté à New-York le 13 décembre 2006

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
AFRIQUE DU SUD	30/03/2007	Ratification	30/11/2007	03/05/2008
ALGERIE	30/03/2007	Indéterminé		
ALLEMAGNE	30/03/2007	Ratification	24/02/2009	26/03/2009
ANDORRE	27/04/2007	Indéterminé		
ANTIGUA ET BARBUDA	30/03/2007	Indéterminé		
ARABIE SAOUDITE		Adhésion	24/06/2008	24/07/2008
ARGENTINE	30/03/2007	Ratification	02/09/2008	02/10/2008
ARMENIE	30/03/2007	Indéterminé		
AUTRICHE	30/03/2007	Ratification	26/09/2008	26/10/2008
AZERBAÏDJAN	09/01/2008	Ratification	28/01/2009	27/02/2009
BANGLADESH		Adhésion	12/05/2008	11/06/2008
BENIN	08/02/2008	Indéterminé		
BOLIVIE	13/08/2007	Indéterminé		
BRESIL	30/03/2007	Ratification	01/08/2008	31/08/2008
BULGARIE	18/12/2008	Indéterminé		
BURKINA FASO	23/05/2007	Indéterminé		
BURUNDI	26/04/2007	Indéterminé		
Belgique	30/03/2007	Ratification	02/07/2009	01/08/2009
CAMBODGE	01/10/2007	Indéterminé		
CAMEROUN	01/10/2008	Indéterminé		
CHILI	30/03/2007	Ratification	29/07/2008	28/08/2008
CHYPRE	30/03/2007	Indéterminé		
CONGO (REPUBLIQUE)	30/03/2007	Indéterminé		
COOK(ILES)		Adhésion	08/05/2009	07/06/2009
COSTA-RICA	30/03/2007	Ratification	01/10/2008	31/10/2008
COTE D'IVOIRE	07/06/2007	Indéterminé		
CROATIE	30/03/2007	Ratification	15/08/2007	03/05/2008
DOMINICAINE REPUBLIQUE	30/03/2007	Indéterminé		
EL SALVADOR	30/03/2007	Ratification	14/12/2007	03/05/2008
EMIRATS ARABES UNIS	12/02/2008	Indéterminé		
EQUATEUR	30/03/2007	Ratification	03/04/2008	03/05/2008

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
ESPAGNE	30/03/2007	Ratification	03/12/2007	03/05/2008
FINLANDE	30/03/2007	Indéterminé		
FRANCE	23/09/2008	Indéterminé		
GABON	25/09/2007	Indéterminé		
GHANA	30/03/2007	Indéterminé		
GUATEMALA	30/03/2007	Ratification	07/04/2009	07/05/2009
GUINEE	31/08/2007	Ratification	08/02/2008	03/05/2008
HONDURAS	23/08/2007	Indéterminé		
HONGRIE	30/03/2007	Ratification	20/07/2007	03/05/2008
ISLANDE	30/03/2007	Indéterminé		
ITALIE	30/03/2007	Ratification	15/05/2009	14/06/2009
JAMAIQUE	30/03/2007	Indéterminé		
JORDANIE	30/03/2007	Indéterminé		
KAZAKHSTAN	11/12/2008	Indéterminé		
LIBAN	14/06/2007	Indéterminé		
LIBERIA	30/03/2007	Indéterminé		
LITUANIE	30/03/2007	Indéterminé		
LUXEMBOURG	30/03/2007	Indéterminé		
MADAGASCAR	25/09/2007	Indéterminé		
MALI	15/05/2007	Ratification	07/04/2008	07/05/2008
MALTE	30/03/2007	Indéterminé		
MAROC		Adhésion	08/04/2009	08/05/2009
MAURICE	25/09/2007	Indéterminé		
MEXIQUE	30/03/2007	Ratification	17/12/2007	03/05/2008
MONGOLIE		Adhésion	13/05/2009	12/06/2009
MONTENEGRO	27/09/2007	Indéterminé		
NAMIBIE	25/04/2007	Ratification	04/12/2007	03/05/2008
NEPAL	03/01/2008	Indéterminé		
NICARAGUA	21/10/2008	Indéterminé		
NIGER	02/08/2007	Ratification	24/06/2008	24/07/2008
NIGERIA	30/03/2007	Indéterminé		
OUGANDA	30/03/2007	Ratification	25/09/2008	25/10/2008
PANAMA	30/03/2007	Ratification	07/08/2007	03/05/2008
PARAGUAY	30/03/2007	Ratification	03/09/2008	03/10/2008
PEROU	30/03/2007	Ratification	30/01/2008	03/05/2008
PORTUGAL	30/03/2007	Indéterminé		
QATAR	09/07/2007	Indéterminé		
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	09/05/2007	Indéterminé		
ROUMANIE	25/09/2008	Indéterminé		
ROYAUME-UNI	26/02/2009	Indéterminé		
RWANDA		Adhésion	15/12/2008	14/01/2009
SAINT MARIN	30/03/2007	Ratification	22/02/2008	03/05/2008
SENEGAL	25/04/2007	Indéterminé		
SERBIE	17/12/2007	Indéterminé		
SEYCHELLES	30/03/2007	Indéterminé		
SIERRA LEONE	30/03/2007	Indéterminé		
SLOVAQUIE	26/09/2007	Indéterminé		
SLOVENIE	30/03/2007	Ratification	24/04/2008	24/05/2008
SOUDAN		Adhésion	24/04/2009	24/05/2009
SUEDE	30/03/2007	Ratification	15/12/2008	14/01/2009

Etats/Organisation	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
SWAZILAND	25/09/2007	Indéterminé		
TANZANIE	29/09/2008	Indéterminé		
TCHEQUE REP.	30/03/2007	Indéterminé		
TOGO	23/09/2008	Indéterminé		
TUNISIE	30/03/2007	Ratification	02/04/2008	03/05/2008
UKRAINE	24/09/2008	Indéterminé		
YEMEN	11/04/2007	Ratification	26/03/2009	25/04/2009
ZAMBIE	29/09/2008	Signature		

Verdrag betreffende de rechten van personen met een handicap, aangenomen te New-York op 13 december 2006

Staten/Organisatie	Datum Authentificatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
ALGERIJE	30/03/2007	Onbepaald		
ANDORRA	27/04/2007	Onbepaald		
ANTIGUA EN BARBUDA	30/03/2007	Onbepaald		
ARGENTINIE	30/03/2007	Bekrachtiging	02/09/2008	02/10/2008
ARMENIE	30/03/2007	Onbepaald		
AUSTRALIE	30/03/2007	Bekrachtiging	17/07/2008	16/08/2008
AZERBEIDZJAN	09/01/2008	Bekrachtiging	28/01/2009	27/02/2009
BAHREIN	25/06/2007	Onbepaald		
BANGLADESH	09/05/2007	Bekrachtiging	30/11/2007	03/05/2008
BARBADOS	19/07/2007	Onbepaald		
BENIN	08/02/2008	Onbepaald		
BOLIVIA	13/08/2007	Onbepaald		
BRAZILIE	30/03/2007	Bekrachtiging	01/08/2008	31/08/2008
BRUNEI	18/12/2007	Onbepaald		
BULGARIJE	27/09/2007	Onbepaald		
BURKINA FASO	23/05/2007	Onbepaald		
BURUNDI	26/04/2007	Onbepaald		
België	30/03/2007	Bekrachtiging	02/07/2009	01/08/2009
CAMBODJA	01/10/2007	Onbepaald		
CANADA	30/03/2007	Onbepaald		
CENTRAALAFRIKAANSE REPUBLIEK	09/05/2007	Onbepaald		
CHILI	30/03/2007	Bekrachtiging	29/07/2008	28/08/2008
CHINA	30/03/2007	Bekrachtiging	01/08/2008	31/08/2008
COLOMBIA	30/03/2007	Onbepaald		
COMOREN	26/09/2007	Onbepaald		
CONGO (REPUBLIEK)	30/03/2007	Onbepaald		
COOK(EIL.)		Toetreding	08/05/2009	07/06/2009
COSTA RICA	30/03/2007	Bekrachtiging	01/10/2008	31/10/2008
CUBA	26/04/2007	Bekrachtiging	06/09/2007	03/05/2008
CYPRUS	30/03/2007	Onbepaald		

Staten/Organisatie	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
DENEMARKEN	30/03/2007	Onbepaald		
DOMINICA	30/03/2007	Onbepaald		
DOMINICAANSE REPUBLIEK	30/03/2007	Onbepaald		
DUITSLAND	30/03/2007	Bekrachtiging	24/02/2009	26/03/2009
ECUADOR	30/03/2007	Bekrachtiging	03/04/2008	03/05/2008
EGYPTE	04/04/2007	Bekrachtiging	14/04/2008	14/05/2008
EL SALVADOR	30/03/2007	Bekrachtiging	14/12/2007	03/05/2008
ESTLAND	25/09/2007	Onbepaald		
ETHIOPIE	30/03/2007	Onbepaald		
Europese Gemeenschap	30/03/2007	Onbepaald		
FILIPIJNEN	25/09/2007	Bekrachtiging	15/04/2008	15/05/2008
FINLAND	30/03/2007	Onbepaald		
FRANKRIJK	30/03/2007	Onbepaald		
GABON	30/03/2007	Bekrachtiging	01/10/2007	03/05/2008
GHANA	30/03/2007	Onbepaald		
GRIEKENLAND	30/03/2007	Onbepaald		
GUATEMALA	30/03/2007	Bekrachtiging	07/04/2009	07/05/2009
GUINEA	16/05/2007	Bekrachtiging	08/02/2008	03/05/2008
GUYANA	11/04/2007	Onbepaald		
HONDURAS	30/03/2007	Bekrachtiging	14/04/2008	14/05/2008
HONGARIJE	30/03/2007	Bekrachtiging	20/07/2007	03/05/2008
IERLAND	30/03/2007	Onbepaald		
IJSLAND	30/03/2007	Onbepaald		
INDIA	30/03/2007	Bekrachtiging	01/10/2007	03/05/2008
INDONESIE	30/03/2007	Onbepaald		
ISRAEL	30/03/2007	Bekrachtiging	15/05/2009	14/06/2009
ITALIE	30/03/2007	Bekrachtiging	15/05/2009	14/06/2009
IVOORKUST	07/06/2007	Onbepaald		
JAMAICA	30/03/2007	Bekrachtiging	30/03/2007	03/05/2008
JAPAN	28/09/2007	Onbepaald		
JEMEN	30/03/2007	Bekrachtiging	26/03/2009	25/04/2009
JORDANIE	30/03/2007	Bekrachtiging	31/03/2008	03/05/2008
KAAPVERDISCHE (EILANDEN)	30/03/2007	Onbepaald		
KAMEROEN	01/10/2008	Onbepaald		
KAZACHSTAN	11/12/2008	Onbepaald		
KENIA	30/03/2007	Bekrachtiging	19/05/2008	18/06/2008
KOREA (REP.)	30/03/2007	Bekrachtiging	11/12/2008	10/01/2009
KROATIE	30/03/2007	Bekrachtiging	15/08/2007	03/05/2008
LAOS	15/01/2008	Onbepaald		
LESOTHO		Toetreding	02/12/2008	01/01/2009
LETLAND	18/07/2008	Ondertekening		

Staten/Organisatie	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
LIBANON	14/06/2007	Onbepaald		
LIBERIA	30/03/2007	Onbepaald		
LIBIE	01/05/2008	Onbepaald		
LITOUWEN	30/03/2007	Onbepaald		
LUXEMBURG	30/03/2007	Onbepaald		
MACEDONIE (VOORMALIGE JOEGOSLAVISCHE REP.)	30/03/2007	Onbepaald		
MADAGASCAR	25/09/2007	Onbepaald		
MALAWI	27/09/2007	Onbepaald		
MALDIVEN	02/10/2007	Onbepaald		
MALEISIE	08/04/2008	Onbepaald		
MALI	15/05/2007	Bekrachtiging	07/04/2008	07/05/2008
MALTA	30/03/2007	Onbepaald		
MAROKKO	30/03/2007	Bekrachtiging	08/04/2009	08/05/2009
MAURITIUS	25/09/2007	Onbepaald		
MEXICO	30/03/2007	Bekrachtiging	17/12/2007	03/05/2008
MOLDAVIË	30/03/2007	Onbepaald		
MONGOLIE		Toetreding	13/05/2009	12/06/2009
MONTENEGRO	27/09/2007	Onbepaald		
MOZAMBIQUE	30/03/2007	Onbepaald		
NAMIBIE	25/04/2007	Bekrachtiging	04/12/2007	03/05/2008
NEDERLAND	30/03/2007	Onbepaald		
NEPAL	03/01/2008	Onbepaald		
NICARAGUA	30/03/2007	Bekrachtiging	07/12/2007	03/05/2008
NIEUW-ZEELAND	30/03/2007	Bekrachtiging	25/09/2008	25/10/2008
NIGER	30/03/2007	Bekrachtiging	24/06/2008	24/07/2008
NIGERIA	30/03/2007	Onbepaald		
NOORWEGEN	30/03/2007	Onbepaald		
OEKRAINE	24/09/2008	Onbepaald		
OEZBEKISTAN	27/02/2009	Onbepaald		
OMAN	17/03/2008	Bekrachtiging	06/01/2009	05/02/2009
OOSTENRIJK	30/03/2007	Bekrachtiging	26/09/2008	26/10/2008
PAKISTAN	25/09/2008	Onbepaald		
PANAMA	30/03/2007	Bekrachtiging	07/08/2007	03/05/2008
PARAGUAY	30/03/2007	Bekrachtiging	03/09/2008	03/10/2008
PERU	30/03/2007	Bekrachtiging	30/01/2008	03/05/2008
POLEN	30/03/2007	Onbepaald		
PORTUGAL	30/03/2007	Onbepaald		
QATAR	09/07/2007	Bekrachtiging	13/05/2008	12/06/2008
ROEMENIE	26/09/2007	Onbepaald		
RUSLAND	24/09/2008	Onbepaald		

Staten/Organisatie	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
RWANDA		Toetreding	15/12/2008	14/01/2009
SALOMOM EILANDEN	23/09/2008	Onbepaald		
SAN MARINO	30/03/2007	Bekrachtiging	22/02/2008	03/05/2008
SAUDI-ARABIE		Toetreding	24/06/2008	24/07/2008
SENEGAL	25/04/2007	Onbepaald		
SERVIË	17/12/2007	Onbepaald		
SEYCHELLEN	30/03/2007	Onbepaald		
SIERRA LEONE	30/03/2007	Onbepaald		
SLOVAKIJE	26/09/2007	Onbepaald		
SLOVENIE	30/03/2007	Bekrachtiging	24/04/2008	24/05/2008
SPANJE	30/03/2007	Bekrachtiging	03/12/2007	03/05/2008
SRI LANKA	30/03/2007	Onbepaald		
SUDAN	30/03/2007	Bekrachtiging	24/04/2009	24/05/2009
SURINAME	30/03/2007	Onbepaald		
SWAZILAND	25/09/2007	Onbepaald		
SYRIE	30/03/2007	Onbepaald		
TANZANIA	30/03/2007	Onbepaald		
THAILAND	30/03/2007	Bekrachtiging	29/07/2008	28/08/2008
TOGO	23/09/2008	Onbepaald		
TONGA	15/11/2007	Onbepaald		
TRINIDAD EN TOBAGO	27/09/2007	Onbepaald		
TSJECHISCHE REP.	30/03/2007	Onbepaald		
TUNESIE	30/03/2007	Bekrachtiging	02/04/2008	03/05/2008
TURKIJE	30/03/2007	Onbepaald		
TURKMENISTAN		Toetreding	04/09/2008	04/10/2008
UGANDA	30/03/2007	Bekrachtiging	25/09/2008	25/10/2008
URUGUAY	03/04/2007	Bekrachtiging	11/02/2009	13/03/2009
VANUATU	17/05/2007	Bekrachtiging	23/10/2008	22/11/2008
VERENIGD KONINKRIJK	30/03/2007	Bekrachtiging	08/06/2009	08/07/2009
VERENIGDE ARABISCHE EMIRATEN	08/02/2008	Onbepaald		
VIETNAM	22/10/2007	Onbepaald		
ZAMBIA	09/05/2008	Onbepaald		
ZUID-AFRIKA	30/03/2007	Bekrachtiging	30/11/2007	03/05/2008
ZWEDEN	30/03/2007	Bekrachtiging	15/12/2008	14/01/2009

Facultatief Protocol bij het Verdrag betreffende de rechten van personen met een handicap,
aangenomen te New-York op 13 december 2006

Staten/Organisatie	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
ALGERIJE	30/03/2007	Onbepaald		
ANDORRA	27/04/2007	Onbepaald		
ANTIGUA EN BARBUDA	30/03/2007	Onbepaald		
ARGENTINIE	30/03/2007	Bekrachtiging	02/09/2008	02/10/2008
ARMENIE	30/03/2007	Onbepaald		
AZERBEIDZJAN	09/01/2008	Bekrachtiging	28/01/2009	27/02/2009
BANGLADESH		Toetreding	12/05/2008	11/06/2008
BENIN	08/02/2008	Onbepaald		
BOLIVIA	13/08/2007	Onbepaald		
BRAZILIE	30/03/2007	Bekrachtiging	01/08/2008	31/08/2008
BULGARIJE	18/12/2008	Onbepaald		
BURKINA FASO	23/05/2007	Onbepaald		
BURUNDI	26/04/2007	Onbepaald		
België	30/03/2007	Bekrachtiging	02/07/2009	01/08/2009
CAMBODJA	01/10/2007	Onbepaald		
CENTRAALAFRIKAANSE REPUBLIEK	09/05/2007	Onbepaald		
CHILI	30/03/2007	Bekrachtiging	29/07/2008	28/08/2008
CONGO (REPUBLIEK)	30/03/2007	Onbepaald		
COOK(EIL.)		Toetreding	08/05/2009	07/06/2009
COSTA RICA	30/03/2007	Bekrachtiging	01/10/2008	31/10/2008
CYPRUS	30/03/2007	Onbepaald		
DOMINICAANSE REPUBLIEK	30/03/2007	Onbepaald		
DUITSLAND	30/03/2007	Bekrachtiging	24/02/2009	26/03/2009
ECUADOR	30/03/2007	Bekrachtiging	03/04/2008	03/05/2008
EL SALVADOR	30/03/2007	Bekrachtiging	14/12/2007	03/05/2008
FINLAND	30/03/2007	Onbepaald		
FRANKRIJK	23/09/2008	Onbepaald		
GABON	25/09/2007	Onbepaald		
GHANA	30/03/2007	Onbepaald		
GUATEMALA	30/03/2007	Bekrachtiging	07/04/2009	07/05/2009
GUINEA	31/08/2007	Bekrachtiging	08/02/2008	03/05/2008
HONDURAS	23/08/2007	Onbepaald		
HONGARIJE	30/03/2007	Bekrachtiging	20/07/2007	03/05/2008
IJSLAND	30/03/2007	Onbepaald		
ITALIE	30/03/2007	Bekrachtiging	15/05/2009	14/06/2009
IVOORKUST	07/06/2007	Onbepaald		
JAMAICA	30/03/2007	Onbepaald		
JEMEN	11/04/2007	Bekrachtiging	26/03/2009	25/04/2009
JORDANIE	30/03/2007	Onbepaald		
KAMEROEN	01/10/2008	Onbepaald		
KAZACHSTAN	11/12/2008	Onbepaald		
KROATIE	30/03/2007	Bekrachtiging	15/08/2007	03/05/2008
LIBANON	14/06/2007	Onbepaald		
LIBERIA	30/03/2007	Onbepaald		

Staten/Organisatie	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
LITOUWEN	30/03/2007	Onbepaald		
LUXEMBURG	30/03/2007	Onbepaald		
MADAGASCAR	25/09/2007	Onbepaald		
MALI	15/05/2007	Bekrachtiging	07/04/2008	07/05/2008
MALTA	30/03/2007	Onbepaald		
MAROKKO		Toetreding	08/04/2009	08/05/2009
MAURITIUS	25/09/2007	Onbepaald		
MEXICO	30/03/2007	Bekrachtiging	17/12/2007	03/05/2008
MONGOLIE		Toetreding	13/05/2009	12/06/2009
MONTENEGRO	27/09/2007	Onbepaald		
NAMIBIE	25/04/2007	Bekrachtiging	04/12/2007	03/05/2008
NEPAL	03/01/2008	Onbepaald		
NICARAGUA	21/10/2008	Onbepaald		
NIGER	02/08/2007	Bekrachtiging	24/06/2008	24/07/2008
NIGERIA	30/03/2007	Onbepaald		
OEKRAINE	24/09/2008	Onbepaald		
OOSTENRIJK	30/03/2007	Bekrachtiging	26/09/2008	26/10/2008
PANAMA	30/03/2007	Bekrachtiging	07/08/2007	03/05/2008
PARAGUAY	30/03/2007	Bekrachtiging	03/09/2008	03/10/2008
PERU	30/03/2007	Bekrachtiging	30/01/2008	03/05/2008
PORTUGAL	30/03/2007	Onbepaald		
QATAR	09/07/2007	Onbepaald		
ROEMENIE	25/09/2008	Onbepaald		
RWANDA		Toetreding	15/12/2008	14/01/2009
SAN MARINO	30/03/2007	Bekrachtiging	22/02/2008	03/05/2008
SAUDI-ARABIE		Toetreding	24/06/2008	24/07/2008
SENEGAL	25/04/2007	Onbepaald		
SERVIË	17/12/2007	Onbepaald		
SEYCHELLEN	30/03/2007	Onbepaald		
SIERRA LEONE	30/03/2007	Onbepaald		
SLOVAKIJE	26/09/2007	Onbepaald		
SLOVENIE	30/03/2007	Bekrachtiging	24/04/2008	24/05/2008
SPANJE	30/03/2007	Bekrachtiging	03/12/2007	03/05/2008
SUDAN		Toetreding	24/04/2009	24/05/2009
SWAZILAND	25/09/2007	Onbepaald		
TANZANIA	29/09/2008	Onbepaald		
TOGO	23/09/2008	Onbepaald		
TSJECHISCHE REP.	30/03/2007	Onbepaald		
TUNESIE	30/03/2007	Bekrachtiging	02/04/2008	03/05/2008
UGANDA	30/03/2007	Bekrachtiging	25/09/2008	25/10/2008
VERENIGD KONINKRIJK	26/02/2009	Onbepaald		
VERENIGDE ARABISCHE EMIRATEN	12/02/2008	Onbepaald		
ZAMBIA	29/09/2008	Ondertekening		
ZUID-AFRIKA	30/03/2007	Bekrachtiging	30/11/2007	03/05/2008
ZWEDEN	30/03/2007	Bekrachtiging	15/12/2008	14/01/2009